



Bulletin de
la Fondation
pour la
mémoire de
la Déportation

Sommaire

1

La Présidente de la
Fondation pour la
mémoire de la
Déportation à
l'honneur

2

La fin du système
concentrationnaire
(suite)
2^{ème} partie :
janvier 1945,
l'évacuation des
camps de l'Est

13

Colloque
d'Oranienburg
(2008)...

23

Figures disparues

24

La nouvelle revue

ÉTABLISSEMENT
RECONNNU
D'UTILITÉ
PUBLIQUE
(décret du
17 octobre 1990)
PLACÉ SOUS
LE HAUT PATRONAGE
DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE
30 boulevard des
Invalides 75007 Paris
Tél. : 01 47 05 81 50
Fax : 01 47 05 89 50
Site internet
www.fmd.asso.fr

La Présidente de la Fondation pour la mémoire de la Déportation à l'honneur



©FMD

Marie José Chombart de Lauwe avec le Président de la République au palais de l'Elysée

Le 11 novembre 2012, le Président de la République élevait Marie José Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, à la dignité de Grand Croix de la Légion d'Honneur. Rendant hommage à son passé de résistante et de déportée, le Président de la République a évoqué les engagements ultérieurs de Marie José Chombart de Lauwe en faveur des droits de l'enfance, des causes humanitaires et des droits de l'homme. Il a rendu hommage à l'action de cette infatigable militante de la mémoire, d'abord au sein de la Fondation qu'elle préside depuis 1996, mais également au sein de la Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes et de l'Amicale de Ravensbrück.

La Fondation et ses amis ont tenu à lui exprimer leur fierté et leur affection à l'occasion d'un moment de convivialité partagé le 14 février dernier, dans les salons de la Fondation pour la mémoire de la Déportation.

DOSSIER

La fin du système concentrationnaire (suite)

2ème partie : janvier 1945, l'évacuation des camps de l'Est

La peur d'un nouveau coup de poignard dans le dos et d'un effondrement de l'arrière, amena Hitler à s'appuyer toujours davantage sur les Gauleiter...

Janvier 1945, la situation

La détérioration accélérée de la situation militaire sur tous les fronts en 1944, entraîna en Allemagne une chute du moral et la crainte d'un soulèvement généralisé des « travailleurs forcés » sur toute l'étendue du Reich. La peur récurrente d'un nouveau *coup de poignard dans le dos* et d'un effondrement de l'arrière, amena Hitler à s'appuyer davantage sur les *Gauleiter*, ces hauts fonctionnaires nazis, issus de l'aristocratie, de la haute fonction publique ou du monde des affaires, et pour la plupart combattants de la première heure, qui avaient participé à la lutte pour la prise du pouvoir. Ils formaient l'ossature du parti, le groupe le plus dévoué et le cercle des proches d'Hitler, sans doute le seul avec lequel il se sentait en confiance¹. Le durcissement et la radicalisation du régime au cours des deux dernières années de guerre furent essentiellement leur fait. La nomination de Goebbels à la fonction de *plénipotentiaire du Reich à la guerre totale*, après l'attentat manqué du 20 juillet 1944, ne fit qu'amplifier le phénomène. Himmler en profita pour accroître son emprise et organiser une mise sous surveillance renforcée des militaires et de l'ensemble de la société allemande. C'est dans ce contexte que fut décidée en 1944 la constitution d'unités combattantes de l'arrière qui ne dépendraient plus d'une hiérarchie militaire désormais sous surveillance. C'est ainsi que le 18 octobre 1944, vit le jour le *Volkssturm*, milice populaire armée, idéologiquement très encadrée, dont la montée en puissance fut assurée par les *Gauleiter*. Cette milice fut très active dans les massacres de détenus évacués des camps de concentration, ainsi que dans la traque et la mise à mort des évadés.

Parmi les responsables du parti, dont au premier chef Joseph Goebbels et Martin Bormann, on croyait encore à la fin de 1944 en la possibilité d'un renversement stratégique de la situation et le *Volkssturm*, pensait-on, concrétiserait la détermination du peuple de l'arrière à combattre à tout prix l'envahisseur. Ces unités paramilitaires populaires soumises à la propagande du parti, des *Gauleiter* et des *Kreisleiter*, étaient censées concrétiser la mobilisation générale de la nation. La foi dans les unités du *Volkssturm* était telle qu'au printemps 1945, les cadres locaux du parti firent leur possible pour que l'enrôlement des nouvelles classes d'âge se fasse dans le *Volkssturm* plutôt que dans la Wehrmacht².

Quand débuta la grande offensive soviétique de janvier 1945, le rapport des forces était défavorable à la Wehrmacht qui ne pouvait plus aligner que quelque 400 000 combattants sur un front de 900 km, s'étirant des pays Baltes aux Carpates, face aux deux millions de soldats soviétiques, dont l'armement surclassait désormais celui de la Wehrmacht.

La discipline se relâchait et des tentatives de désertion immédiatement suivies d'exécutions sommaires devenaient fréquentes. Mais les combattants redoutaient surtout d'être capturés par les Soviétiques et se battaient pour la plupart avec l'énergie du désespoir.

L'offensive soviétique de janvier provoqua un exode précipité des populations civiles qui allait se mêler, dans une vision d'apocalypse, au reflux des forces combattantes et bientôt aux colonnes erratiques et misérables des détenus évacués des camps de concentration de l'Est. Albert Speer à l'issue d'une visite en Haute-Silésie à la fin janvier 1945, c'est-à-dire après le déclenchement de l'offensive, rapporta à Berlin des photographies montrant

1. I. Kershaw, *Hitler 1936-1945*, p 1113.

2. K. Mammach, *Der Volkssturm. Das letzte Aufgebot 1944/45*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1981, p 105, cité par D. Blatman *op. cit.* p 239 note 118.

une partie du drame humain qui se jouait, avec des dizaines de milliers de civils allemands en fuite et en proie à la panique, sous le feu des canons soviétiques. Hitler refusa de s'intéresser à ces images. Il partait dans des colères incontrôlées en apprenant tout nouvel effondrement des lignes de défense de l'est et, quand l'heure de la retraite sonna, il ordonna la destruction complète de toutes les infrastructures et l'évacuation totale de la population, des équipements industriels et militaires vers le Reich pour la poursuite de la guerre¹. Les troupes allemandes, mal ravitaillées, vivaient de pillage. La situation fit voler en éclat toute forme de lien social. Certains rapports mentionnent que des soldats en cours de retraite auraient jeté des femmes et des enfants hors des trains d'évacuation en partance de Prusse orientale pour prendre leur place. Parfois même des membres du parti se mêlaient à eux. Les cas de désertion étaient fréquents et immédiatement punis de mort. Les détenus polonais internés dans les camps de travail de basse Silésie, à la suite de la répression de la révolte de Varsovie de l'été 1944, pouvaient voir désormais des dizaines de soldats allemands pendus aux arbres le long des routes, signe précurseur de la fin du Reich.

C'est sur ce fond d'anarchie et de débâcle, alors que des millions de civils, de soldats, de cadres administratifs et de fonctionnaires du parti accompagné de leurs familles faisaient route pour se mettre à l'abri à l'Ouest, que devait se dérouler l'évacuation des grands camps de l'Est en janvier 1945.

L'évacuation d'Auschwitz

Les premières dispositions prévoyant l'évacuation d'Auschwitz furent arrêtées en termes généraux par l'ordonnance de Fritz Bracht, *Gauleiter* et « commissaire du Reich pour la défense de Haute-Silésie », en décembre 1944. Le déplacement vers l'Allemagne des détenus et prisonniers de sa zone de responsabilité y était prévu pour la satisfaction des besoins du Reich en main d'œuvre. Les modalités d'exécution restaient du ressort de l'administration du *Gau* et de la police.

Jusqu'au 12 janvier 1945, rien ne se passa à Auschwitz, dont une partie des détenus avait déjà été évacuée fin 1944. Puis l'Armée rouge passa à l'attaque et atteignit en moins de deux semaines les faubourgs de Dantzig, libérant la majeure partie de la Silésie. Quand il réalisa la proximité de la menace le *HSSPF* pour le Sud-est, Heinrich Schmauser, demanda des ordres à Berlin et pour toute réponse reçut la

consigne de « n'abandonner de détenus aptes au travail sous aucun prétexte. »² Pohl, quant à lui, déléguera la responsabilité des camps de l'Ostland et de Russie-Nord au *HSSPF* de l'Est, Friedrich Jeckeln (auteur des massacres de Babi-Yar), et demanda le retour rapide des hommes du WVHA à Berlin. Rien n'était dit d'une éventuelle évacuation générale. D'où la perplexité de Schmauser devant l'option à choisir : évacuation totale, évacuation partielle, ou livraison des camps à l'ennemi par abandon pur et simple. Les ordres d'Himmler ne concernaient que le camp de Stutthof, et non ceux de Silésie, d'Auschwitz et de Groß-Rosen. Les *Gauleiter* et les *HSSPF* se contentèrent de donner des instructions très générales mais se désintéressèrent des phases ultimes et pratiques des évacuations. Il revenait donc aux commandants de camp de résoudre seuls les problèmes complexes, voire insolubles, que la situation imposait.

Dans ce contexte d'improvisation décentralisée, le 18 janvier 1945, plus de 56 000 détenus furent évacués d'Auschwitz, tandis que 8 000 détenus, malades, agonisants ou incapables de supporter la marche, devaient être laissés sur place. Certains parmi eux redoutant que les SS les massacent dans les heures qui suivraient, s'ingénieront à rejoindre les colonnes en instance de départ en dépit de leur état physique. Pourtant ce furent ceux qui restèrent qui eurent dans l'ensemble la vie sauve. À l'inverse, dans les camps extérieurs, des détenus dont l'état physique était encore satisfaisant, préférèrent souvent se dissimuler en profitant de la confusion et attendre sur place l'arrivée des Soviétiques. Ceux-là furent libérés le 27 janvier.

Des massacres collectifs se produisirent encore après l'évacuation des camps. À Auschwitz un groupe de SS et de policiers de la section politique du camp (*Politische Abteilung*), revenu pour achever la destruction des preuves et autres traces du passé criminel du camp, avait pratiquement achevé son travail le 25 janvier après-midi, quand il se mit à massacer quelque 300 malades juifs de Birkenau. Ce fut le dernier groupe de Juifs assassiné pour raison « raciale » à Auschwitz. Dans les colonnes en marche, la consigne générale était d'abattre les fuyards et les détenus à bout de forces comme le confirmèrent les déclarations reçues de responsables lors des procès d'après-guerre. Cette pratique, observée un peu partout, était dictée d'une part, par le souci d'empêcher les détenus laissés sur les arrières de se livrer à des exactions sur les populations des zones traversées,

C'est sur fond d'anarchie et de débâcle, alors que des millions de civils, de soldats, de cadres administratifs et de fonctionnaires du parti accompagné de leurs familles faisaient route pour se mettre à l'abri à l'Ouest, que devait se dérouler l'évacuation des grands camps de l'Est en janvier 1945

1. Selon Niklaus Wachsmann, « Looking into Abyss: Historians and the Nazi Concentration Camps », European History Quarterly, vol 36/2, 2006, p 247, cité par Daniel Blatman in *Les marches de la mort, La dernière étape du génocide nazi été 1944-printemps 1945*, p 88 note 3.

2. Procès du WVH prototype YVA NAA/proc/E box 224 p 2057 cité in Daniel Blatman p 94 note 32.

Sans directives claires, les gardiens avaient néanmoins compris que tuer ceux qui ralentissaient la progression ou tentaient de s'évader était une obligation

....

En moins d'une semaine, les colonnes ont perdu parfois jusqu'à 30 % de leur effectif

1. R. Höß, *Le commandant d'Auschwitz parle* p 235-237.

d'autre part, par la volonté de se débarrasser de ceux qui, de toute façon, ne pouvaient plus servir à rien et freinaient la marche, enfin par la volonté de ne laisser aucun témoin tomber entre les mains de l'ennemi dans la perspective pour les responsables, d'avoir ultérieurement des comptes à rendre.

Selon certains témoignages de rescapés, il semble aussi que les gardiens aient envisagé la possibilité d'utiliser leurs prisonniers valides comme bouclier humain face aux avant-gardes de l'Armée rouge.

À la différence des camps évacués en 1944, Auschwitz et ses annexes furent évacués dans l'urgence et l'improvisation.

Dès qu'elles entamèrent leur progression en direction de l'ouest ou du sud-ouest, les colonnes furent mêlées au reflux de l'armée allemande et à l'exode des populations civiles. Rudolf Höß, qui parcourut la Silésie en ces journées de janvier-février 1945 a décrit le chaos qui régnait sur les routes, envahies par des civils paniqués, ayant à leurs côtés « des squelettes humains marchant dans la neige sans but véritable. »¹

Les colonnes s'étiraient souvent sur des kilomètres, si bien que les gardes qui fermaient la marche perdaient le contact avec la tête et devaient pour correspondre avec elle, tirer en l'air selon un code convenu. Sans directives claires, les gardiens avaient néanmoins compris que tuer ceux qui ralentissaient la progression ou tentaient de s'évader était une obligation. Dans ces conditions, les évacuations se transformèrent en « marches de la mort », en errances tragiques, sans but précis, dont nul ne percevait le terme. Les détenus comprirent très tôt que plus cette tragédie durait, plus leur espoir de survie s'estompait. Certaines colonnes changèrent plusieurs fois de direction, rebroussant chemin puis repartant à nouveau, sous prétexte que les Russes avaient attaqué et coupé une route. Pendant les longues journées de marche, aucun ravitaillement n'était prévu et les maigres provisions du départ furent vite épuisées. La survie dépendait souvent de la chance de se procurer des chaussures ou quelque vêtement chaud ou de trouver quelque nourriture. Ceux qui marchaient dans la neige en claquettes de bois ne tinrent pas longtemps. En moins d'une semaine, les colonnes ont perdu parfois jusqu'à 30 % de leur effectif. Des massacres furent perpétrés en cours de route, sur les circonstances desquels la lumière n'a pas pu être faite, mais les emplacements où ils eurent lieu ont pu être retrouvés grâce aux informations recueillies dès la fin janvier ou

début février 1945, dans les villes et villages traversés.

Les routes de Haute-Silésie furent ainsi parsemées de fosses communes où étaient jetées les victimes. Les mises à mort se déroulaient au grand jour. Des civils polonais, des villages et des villes témoignèrent de ces colonnes de fantômes aux habits gelés, marchant dans la neige et sur lesquels tiraient les gardes.

L'évacuation des annexes d'Auschwitz se fit dans des conditions d'improvisation encore plus marquées que celles du camp principal. L'encadrement des colonnes fut assuré par des hommes relativement âgés, effrayés par l'approche du front sur lesquels la perspective de la fin de la guerre eut des conséquences diamétralement opposées pour les détenus. Certains gardiens les soutenaient et leur proposaient même de la nourriture, d'autres au contraire n'hésitaient pas à abattre quiconque ralentissait ou tombait. À Blechhammer, le 21 janvier, cent malades furent abandonnés, dont certains venaient d'arriver de l'annexe de Jaworzno. Ils parvinrent à se soustraire au départ et un médecin juif de Tchécoslovaquie les prit en charge avec l'aide des moins atteints. Ils se mirent en quête de nourriture. Mais le jour même de l'évacuation vers midi, un détachement armé de l'Organisation Todt fit irruption pour inspecter ce qui restait de l'usine et fit creuser une fosse d'incinération pour les cadavres laissés sur place. Les détenus surpris avec du matériel et de la nourriture furent tués immédiatement, ce qui provoqua la panique chez les autres. Après le départ des « Todt », un groupe d'une dizaine de détenus prit la décision de quitter le camp et fut bien inspiré : il eut la vie sauve, tandis que ceux restés furent massacrés par un groupe de SS de retour.

Ce phénomène de la « deuxième vague » de bourreaux, venus exterminer les malades ne fut pas unique. Il n'est pas possible de dire si les allées et venues de ces groupes d'exterminateurs relevaient d'une décision concertée ou constituaient des « initiatives » anarchiques, puisque pour tuer, il n'était pas nécessaire d'en référer aux échelons supérieurs. Tout garde cheminant le long d'une colonne disposait du pouvoir de donner la mort sans restriction.

Les évacuations d'Auschwitz et de ses annexes empruntèrent deux directions principales. La première sur 50 km reliait Auschwitz-Birkenau à Gliwice, vers l'ouest. Le second menait vers le sud-ouest à Wodzisław-Slaski. De ces deux points les détenus furent ensuite embarqués dans des wagons pour être dispersés dans

les camps d'Allemagne. Environ 4000 furent dirigés vers Bergen-Belsen, 7000 vers Ravensbrück, 1400 vers Dachau, à peu près le même nombre vers Neuengamme. Mauthausen en accueillit environ 9000, et Flossenbürg 2000. Mais c'est le camp de Buchenwald qui en accueillit le plus, avec près de 14 000, dont 4000 furent transférés rapidement à Mittelbau-Dora.

Par ailleurs 15 000 détenus parcoururent à pied la distance Auschwitz-Groß-Rosen, d'où ils furent à leur tour envoyés vers d'autres camps.

L'évacuation de Groß-Rosen

Au cours de la seconde moitié de janvier 1945, le complexe de Groß-Rosen devint la plaque tournante des évacuations d'Auschwitz et de ses satellites. À la veille de la décision de procéder à son évacuation, ce complexe comptait plus de 97 000 détenus, et constituait le plus grand camp en fonction du Reich. Les détenus qui y arrivaient n'étaient plus immatriculés.

Les instructions préparatoires à l'évacuation de Groß-Rosen furent rédigées, conformément à l'ordonnance d'Himmler de juin 1944¹, par le HSSPF de Bohême, Karl Hermann Frank, dont la compétence s'étendait aussi à la région des Sudètes. Le 6 février, le service de Richard Glücks² lui précisa la destination des détenus : Buchenwald, Mittelbau-Dora et Flossenbürg.

Dans les dix premiers jours de janvier, l'évacuation concerna environ onze annexes situées sur la rive orientale de l'Oder, qui furent renvoyées au camp principal. Puis le camp principal fut lui-même démantelé et les détenus évacués par train vers les camps de l'Ouest. Les camps de travail de Basse-Silésie furent envoyés vers les Sudètes et le protectorat de Bohême Moravie. À la mi-avril 1945, divers camps de travail situés sur la rive Ouest de l'Oder furent à leur tour évacués graduellement jusqu'à la veille de la capitulation.

Les trajets en train depuis les points de regroupement d'Auschwitz et de Groß-Rosen vers les camps du Reich duraient plusieurs jours. Ils furent terribles, dans des wagons ouverts ou hermétiquement clos où l'on mourrait de froid, de faim, de folie ou d'étouffement, les vivants dormant sur les morts. Certains convois furent mitraillés par l'aviation alliée et il ne fut pas rare de ne plus trouver le moindre survivant dans les wagons.

Au cours de l'évacuation de petites unités, à l'écart des grands axes de communications, les gardiens cherchèrent parfois, en entendant les

grondements de l'artillerie soviétique, à en finir d'une manière ou d'une autre avec leurs prisonniers encombrants. Ils prirent alors l'initiative de massacres collectifs dont les haltes fournissaient l'occasion.

Les détenus de Groß-Rosen furent répartis sensiblement de la manière suivante : 2 300 à Dachau, 4 000 à Bergen-Belsen, 4 800 à Mauthausen, 6 000 à Buchenwald, 9 500 vers Flossenbürg, 11 000 à Mittelbau-Dora ; quelques dizaines d'isolés enfin, se retrouvèrent à Sachsenhausen.

L'évacuation de Stutthof

Le complexe de Stutthof se trouva, comme il a été précisé plus haut, sous la menace de l'Armée rouge, en janvier 1945.

Jusqu'en 1942 ce camp n'avait reçu quasiment que des Polonais de la région de Dantzig et de Prusse occidentale. Sa création fut liée à la grande opération de nettoyage ethnique qui entraîna l'anéantissement de l'intelligentsia polonaise et des représentants politiques et religieux de ces territoires. Il fut transformé en camp de concentration début 1942 et servit comme les autres, de réservoir de main d'œuvre destinée à l'économie de guerre du Reich. L'effectif du camp s'accrut considérablement avec l'arrivée des détenus de l'Est. Tout au long de l'été et de l'automne 1944, des dizaines de milliers de Juifs évacués des camps de la région de Kovno et de Riga, ou en provenance d'Auschwitz, affluèrent à Stutthof³.

La préparation de l'évacuation du camp commença à être planifiée en octobre 1944, à l'occasion de réunions qui regroupaient Fritz Katzmann, HSSPF de Dantzig, Paul Werner Hoppe, commandant du camp, et plusieurs officiers supérieurs du WVHA. Les itinéraires, le ravitaillement des détenus et les hommes nécessaires à l'encadrement y furent précisés. Le 8 janvier 1945, avant que commence l'offensive soviétique dans la région de la Baltique, Katzmann proclama la mobilisation générale de la population allemande des alentours de Dantzig « pour la défense de la patrie », dans l'esprit de l'appel du Führer. Le 16 janvier, quatre jours après cette proclamation, il entreprit l'évacuation générale de la population de la région de la Baltique et du Nord de la Poméranie : c'est dans ce contexte qu'intervint l'évacuation de Stutthof.

Dans un premier temps les camps satellites furent ramenés, par train, vers le camp principal alors que l'Armée rouge était à moins de 50 km. L'environnement du camp fut rapidement envahi par des dizaines de milliers de civils et militaires qui cherchaient à regagner

Au cours de la seconde moitié de janvier 1945, le complexe de Groß-Rosen devint la plaque tournante des évacuations d'Auschwitz et de ses satellites. À la veille de son évacuation, ce complexe comptait plus de 97 000 détenus...

1. Selon laquelle en cas d'urgence, la responsabilité des camps passait aux HSSPF.

2. Inspecteur des camps de concentration (service devenu Amt D du WVHA) qui succéda à Théodor Eicke en 1939.

3. Un projet de chambre à gaz avait été étudié peu avant, mais n'avait pas abouti. Finalement un wagon désaffecté fut utilisé comme chambre à gaz au Zyklon B. S'il est certain que des gazages se sont produits, le nombre de victimes n'a pu être dénombré, mais seulement estimé par divers recoupements, et se situerait autour de quelques centaines de détenus.

En janvier-février 1945, 113 000 détenus au total ont été évacués des camps de l'Est

1. D. Blatman *op. cit.* p 140.

l'Allemagne par voie de mer, compliquant considérablement la situation. À ce moment, le camp comptait environ 47 000 détenus et ses annexes 32 000. Des colonnes furent constituées le 25 janvier à partir de quatre heures du matin et lancées sur les routes. Elles étaient composées de Polonais, de Russes, de Lituaniens, de Tchèques, de Hongrois, de Norvégiens, d'Italiens, d'Allemands et de Juifs de toutes origines. Après leur départ, il resta au camp encore près de 11 000 détenus, dont des malades et de la main d'œuvre nécessaire au fonctionnement des ateliers et à l'administration du camp. Ils ne firent l'objet d'aucun massacre.

L'évacuation de la petite dizaine de camps annexes situés en Prusse orientale se solda en revanche par de nombreux morts.

En janvier-février 1945, 113 000 détenus au total ont été évacués des camps de l'Est. L'évacuation d'Auschwitz fit environ 15 000¹ victimes. Pour ce qui concerne Stutthof, le nombre de morts approcherait les 10 000. Aucun décompte n'a été possible concernant l'évacuation de Groß-Rosen. Le sort de centaines de milliers de détenus qui survécurent aux évacuations de janvier-février 1945, dépendit certes de décisions locales parfois contradictoires, mais plus sûrement des conditions sanitaires et de leur épuisement physique.

En février 1945, dans le chaos de la débâcle à l'Est, rien n'avait été prévu pour les recevoir et les nourrir et nul n'était sûr d'avoir vraiment besoin d'eux.

3ème partie : printemps 1945

Les hauts responsables nazis poursuivaient des buts contradictoires, peu compris par les échelons subordonnés

1. D. Blatman *op. cit.* p 151.
2. Voir plus bas.

Situation générale

Le processus qui a conduit à l'évacuation des camps de l'Ouest doit être appréhendé dans ses aspects organisationnels et événementiels, qui traduisent une grande complexité. Les hauts responsables nazis poursuivaient en effet des buts contradictoires, peu compris par les échelons subordonnés. D'un côté Hitler affirmait sa volonté de se débarrasser des détenus des camps de concentration et de tout faire pour qu'ils ne tirent aucun avantage des malheurs du Reich. Pour lui, ces ennemis du Reich devaient payer le prix d'une défaite de l'Allemagne. De l'autre, Himmler cherchait à se positionner comme interlocuteur crédible aux yeux des Occidentaux, avec l'espoir d'un renouvellement d'alliance contre l'Union soviétique. Les tensions entre ces deux hommes ajoutèrent à la situation catastrophique des camps et conduisirent les uns et les autres à entretenir des conflits d'intérêts sans fin, ponctués d'ordres et de contrordres, accompagnés ou complétés par des commentaires incohérents et débouchant sur un véritable « chaos bureaucratique »¹, qui fut lourd de conséquence.

Mais le premier responsable dans cette fin du système concentrationnaire restait bien

le *Reichsführer SS*, Heinrich Himmler lui-même. Soucieux de ménager l'avenir et sans doute sa vie, il se dépensait en activités diplomatiques, qui relevaient plus de l'agitation que d'un plan cohérent, et furent brusquement interrompues en avril 1945. Toute une série de rencontres secrètes eurent lieu avec des diplomates scandinaves ou helvétiques, des délégués de la Croix-Rouge, des organisations juives, des membres de l'armée et des services secrets allemands, dans le but d'aboutir à un accord avec les occidentaux pour la formulation d'une capitulation qui éviterait à l'Allemagne une défaite totale et permettrait de freiner l'avance soviétique au cœur de l'Europe. Ces contacts furent bien entendu l'occasion d'aborder la question des détenus des camps de concentration et notamment des Juifs.

Himmler envisageait que le système concentrationnaire puisse être démantelé dans l'ordre. Il interdit tout nouveau massacre de Juifs et n'envisagea plus d'évacuation en cas d'arrivée de l'ennemi, contrairement à ce qui s'était produit pour les camps de l'Est, puis changea radicalement d'attitude après l'affaire de Buchenwald².

De son côté Pohl, à la tête du VWHA, chercha à se défaire de toute implication

dans le devenir des camps et se préoccupa beaucoup plus de la destruction des dossiers sensibles et du déménagement du WVHA vers le Sud. Himmler, qui ne l'entendait toutefois pas ainsi envoya Pohl, Höss, et Lolling (de l'Amt D III du WVHA, bureau des statistiques et conditions sanitaires), en tournée d'inspection dans plusieurs camps (Neuengamme, Buchenwald, Mauthausen, Bergen-Belsen), à la mi-mars 1945, avec pour mission d'examiner la situation, et de faire savoir aux commandants des camps qu'ils avaient désormais à épargner les Juifs « dans l'intérêt supérieur de l'Allemagne ». Himmler nourrissait le projet d'un marchandage humain dont ces détenus seraient l'enjeu. Glücks¹ transmit ces consignes à Sachsenhausen et Ravensbrück.

L'élimination des détenus dangereux et des inaptes

Pour des raisons de sécurité et dans la perspective d'une arrivée de l'ennemi suivie d'une libération des détenus, Glücks envoya dès janvier 1945, l'ordre de dresser des listes des détenus susceptibles de provoquer des troubles avant l'arrivée des forces ennemis, voire de coopérer avec elles, et donc de constituer une menace pour la population locale. Il s'agissait pour l'essentiel de détenus politiques et résistants. Il prescrivit de se débarrasser d'eux au plus vite². Ces listes furent élaborées par les sections politiques des camps (*Politische Abteilung*, antennes de la *Gestapo*), qui détenaient les dossiers individuels.

Les massacres de prisonniers présumés dangereux commencèrent donc, à peu près simultanément à Ravensbrück et à Sachsenhausen. À Sachsenhausen, début février 1945, plus de 200 détenus furent fusillés parmi lesquels des officiers, des prisonniers de guerre soviétiques et des Britanniques. Anton Kaindl, commandant du camp de Sachsenhausen en témoigna³.

À Ravensbrück, le nombre de victimes fut du même ordre. Puis une chambre à gaz fut aménagée dans une ancienne baraque en bois de ce camp, située près du crématoire du camp, où des gazages furent entrepris en janvier 1945.

Le traitement des « inaptes à la marche » fut le signal de départ d'un autre cycle meurtrier au cours duquel, en février-mars 1945, 4 000 détenus du camp de Sachsenhausen en mauvaise condition physique furent éliminés, par balle ou par gaz⁴, tandis qu'à Ravensbrück, en près de trois mois et jusqu'à l'évacuation du camp, 5 000 à 6 000 détenues allaient trouver la

mort, par injections mortelles ou par gaz⁵. Des experts venus d'Auschwitz furent mis à contribution pour faire fonctionner la chambre à gaz de Ravensbrück, dont le *Sonderkommando*, composé de onze hommes chargés du traitement des cadavres, fut à son tour exterminé le 25 avril⁶. Si les acteurs de ces massacres furent identifiés, il n'a pas été possible de déterminer, après guerre, qui portait la responsabilité originelle de la décision.

À Neuengamme, un massacre systématique des malades fut entrepris dès l'automne 1944. Le processus fonctionna à plein régime jusque dans les premiers mois de 1945. Entre janvier et mars 1945, 6 200 détenus furent tués par injection létale administrée par les médecins et infirmiers du camp et 1 800 encore au cours des premières semaines d'avril.

À Mauthausen, les massacres collectifs de déportés avaient commencé avant le printemps 1945. Une chambre à gaz avait été créée dans l'enceinte du camp dès l'automne 1941, dans le sous-sol de l'un des bâtiments. Elle fonctionna par intermittence, en complément ou remplacement de celles de l'institut d'euthanasie de Hartheim⁷. De dimensions modestes (3,80 m de long sur 3,50 m de large), elle permettait le traitement de 80 personnes. Les victimes furent pour la plupart des détenus du camp.

À Buchenwald fut créée une extension du camp, nommée *le Petit Camp*, simple campement de toile en décembre 1944, remplacé par la suite par 17 baraques grossiers. Ce *Petit Camp* ne tarda pas à être saturé par les détenus évacués de l'Est, arrivés dans un état d'épuisement et de délabrement physique avancé. Début janvier 1945, il comptait approximativement 6 000 détenus ; passant à 17 000 début avril. Entre 5 000 et 6 000 détenus y périrent en moins de cent jours.

À Flossenbürg l'arrivée des convois de l'Est fut suivie d'une hausse vertigineuse de la mortalité. De la mi-janvier au 13 avril 1945, 3 300 détenus moururent soit une moyenne de 42 par jour. Le sommet de la courbe fut atteint en février, date de l'arrivée de la plupart des transports ; la moyenne quotidienne s'éleva alors à une soixantaine de décès par jour. En parallèle, la liquidation sélective de détenus soumis à un « traitement spécial » (assassinat par balle) visa les détenus considérés comme dangereux, pour l'essentiel, des Russes.

Mais c'est Bergen-Belsen qui fut l'exemple le plus frappant d'un processus d'extermination passif. Dans les derniers mois du conflit, le camp se transforma en usine de mort où le

Himmler
nourrissait le
projet d'un
marchandage
humain dont
les détenus
Juifs seraient
l'enjeu

1. Inspecteur des camps de concentration (service devenu l'Amt D du WVHA) qui succéda à Théodor Eicke en 1939, basé à Sachsenhausen.

2. K. Orth *Das System der nationalsozialistischen Konzentrationslager. Eine politische Organisationsgeschichte*, Hamburger Edition, Hamburg 1999, p 296.

3. Déposition d'Anton Kaindl 19 juillet 1946 à son procès, IMT NO-1203.

4. D. Blatman, *op. cit.* p 145 note 28.

5. D. Blatman, *op. cit.* p 143 note 14.

6. B. Strebel, *Ravensbrück, un complexe concentrationnaire*, traduit par Odile Demange, Fayard 2005, p 460.

7. M. Fabréguet, *Mauthausen, camps de concentration national-socialiste en Autriche rattachée (1938-1945)*, Honoré Champion, Paris 1999, p 492.

Bergen-Belsen fut l'exemple frappant d'un processus d'extermination passif

|...|

Au printemps 1945, l'embrouillamini administratif étant à son comble, nul ne savait plus s'il convenait de remettre les détenus aux armées de l'Ouest, remettre certaines catégories de détenus à la Croix-Rouge, ou procéder à une dernière mesure d'extermination...

typhus et autres épidémies prirent le relais des chambres à gaz. Il devint, en 1944, le déversoir des malades dont ne voulaient plus les autres camps. La SS le désigna comme « camp de convalescence » (*Erholungslager*). Le taux de mortalité y atteignit des records. Au cours des quatre derniers mois de la guerre près de 35 000 détenus trouvèrent la mort à Bergen-Belsen. L'interaction entre extermination programmée et extermination chaotique constitua un phénomène sans précédent, qui prit à Bergen-Belsen une dimension extrême, même si l'on retrouve ce type de configuration ailleurs.

Par exemple, en mars 1945, à la veille de l'évacuation du complexe Mittelbau-Dora, 4000 détenus jugés inaptes avaient été regroupés à la Boelcke-Kaserne de Nordhausen. Version locale du dispositif d'extermination « naturelle », cette ancienne caserne devint le déversoir des malades et inaptes de la Mittelwerk. Jusqu'à fin mars, les cadavres furent encore incinérés, mais dans les dernières semaines, les morts ne furent plus évacués, gisant à côté des mourants sans qu'il soit possible de les distinguer. La mortalité quotidienne avoisinait 300 décès, taux comparable à celui de Bergen-Belsen dans la même période. C'est ce que découvrirent les troupes américaines en arrivant à Nordhausen.

Les évacuations à l'Ouest

Au printemps 1945, l'embrouillamini administratif étant à son comble, nul ne savait plus s'il convenait de remettre les détenus sans dommage aux armées de l'Ouest, remettre certaines catégories de détenus à la Croix-Rouge compte tenu des pourparlers en cours, ou procéder à une dernière mesure d'extermination visant à se débarrasser de tous d'un seul coup. Par ailleurs parmi les plus fanatiques, on estimait encore que tout espoir de retournement de la situation militaire n'était pas perdu et qu'en conservant une partie des détenus, il serait possible d'exploiter leur force de travail dans des réduits de résistance et dans la production d'armes secrètes.

Les décideurs de la base naviguaient entre ces différentes options qu'ils comprirent ou interprétèrent à leur façon. C'est dans cette complexité que se déroulèrent les évacuations des derniers camps et, souvent, que se joua le sort des détenus.

Schématiquement, le processus d'évacuation comportait les séquences suivantes :

— isolement et élimination (ou évacuation) des malades et des inaptes,

— regroupement des détenus des annexes au camp principal, désignation des escortes, planification des destinations,

— rassemblement des détenus, constitution des colonnes, mise en route par train ou le plus souvent à pied.

L'évacuation des camps de Mittelbau-Dora et Buchenwald, sur le point de tomber aux mains de l'armée américaine allait mettre ce schéma à l'épreuve de la vérité.

Mittelbau-Dora

En mars 1945 la situation du réseau de Mittelbau-Dora était devenue intenable. L'effectif accru d'un coup de 16 000 détenus venus de l'Est, dont 10 000 de Groß-Rosen, fit exploser la mortalité : 5 000 détenus moururent dans les semaines précédant l'évacuation, sans compter ceux qui avaient déjà été transférés à Bergen-Belsen. Au début du printemps la capacité du camp de Dora, de l'ordre de 14 000 détenus, était largement dépassée avec un effectif dépassant 21 000 détenus. Il en allait de même dans les annexes, comme à Ellrich, où arrivèrent des évacués de Groß-Rosen.

Le commandant du camp, Richard Baer, replié d'Auschwitz en février 1945, fit envoyer dès le 8 mars, 2 250 malades à Bergen-Belsen. D'autres détenus norvégiens et danois prirent le chemin de Neuengamme pour être remis à la Croix-Rouge suédoise, dans le cadre d'un accord conclu entre Himmler et le comte Folke Bernadotte.

Un premier groupe de 4 000 prisonniers soviétiques quitta le camp le 3 avril. Le gros des évacuations eut lieu à partir du 4 avril, par train. Le dernier convoi quitta les lieux le 5 avril vers 21 heures avec près de 4 000 détenus. Après un parcours erratique, ces détenus furent libérés le 10 avril par les forces américaines.

Dans leur majorité les détachements évacués n'atteignirent pas leurs objectifs. Ainsi 24 000 détenus partis pour Neuengamme finirent leur course à Bergen-Belsen, entre le 8 et le 11 avril 1945. Quelques-uns parvinrent à Oranienburg-Sachsenhausen dans la seconde moitié d'avril, après 15 jours de parcours, sous les bombardements de l'aviation alliée. Un groupe de 300 détenus arriva même jusqu'à Mauthausen le 15 avril.

Au cours des évacuations allait survenir un terrible massacre commis en toute fin de guerre, à **Gardelegen**. Le 12 avril 1945, environ 1 100 détenus, évacués des camps satellites ou annexes de Mittelbau-Dora, qu'on

ne pouvait envisager de conduire plus loin, furent hébergés provisoirement dans des locaux de l'école de cavalerie de Gardelegen, avec l'idée d'attendre l'arrivée des Américains tout en les contrôlant. Toutefois leur nombre et leur proximité avec la population posèrent vite un problème, d'autant que la nouvelle de l'existence de ce site draina vers lui d'autres colonnes circulant dans le district et elles aussi bloquées, dont des détenus de Neuengamme. Ne sachant comment faire face, les autorités de la ville se tournèrent vers le *Kreisleiter* Gerhard Thiele, dont relevait la sécurité du district. Ce dernier, auquel des rumeurs de pillage ou de sévices sur la population étaient parvenues, ne cacha pas sa volonté d'exterminer tout ce monde. Mais un massacre collectif, à la veille de l'arrivée des Américains, ne fit pas l'unanimité et Thiele dut faire appel aux miliciens du *Volkssturm* placé sous ses ordres et dont il était sûr. Un massacre en pleine ville étant par ailleurs difficilement envisageable, le transfert des détenus fut décidé vers une vaste grange, repérée à quelques kilomètres de là, à l'écart de toute habitation. Le choix des moyens d'extermination fut discuté : mitraillage ou incendie de la grange... pour aboutir à une combinaison des deux. Le vendredi 13 avril en fin de matinée, une escorte composite forte de 80 hommes, regroupant des miliciens du *Volkssturm*, des gardiens des camps de concentration, des détenus allemands extraits du groupe et réarmés et de jeunes recrues d'un régiment de parachutistes voisin, achemina les détenus par groupes d'une centaine, peu avant 16 heures, jusqu'à la grange. Une fourgonnette de la Luftwaffe chargée des bidons d'essence et de munitions précéda le mouvement. Aucun assassinat n'eut lieu pendant la marche, dont les derniers arrivèrent entre 18 et 19 heures. Les gardiens avaient déjà répandu le carburant sur la paille. Vers 19 heures les préparatifs étant achevés, un raid de l'aviation américaine survola la zone en lâchant plusieurs rafales. Dans la confusion plusieurs gardiens prirent peur et s'éclipsèrent, tandis que des détenus se précipitèrent dans la grange pour s'abriter. Le détachement de garde déployé autour du bâtiment ouvrit alors le feu pour contraindre tous les détenus à y pénétrer au plus vite. C'est ainsi que commença le massacre. Les détenus sentirent instantanément l'odeur d'essence et comprenant la menace firent des efforts désespérés pour forcer les ouvertures. Soldats et gardiens répliquèrent par des rafales d'armes automatiques tuant ou blessant tous ceux qui se présen-

taient aux ouvertures. Au bout de 20 à 30 minutes, un gardien jeta une allumette dans la paille. En quelques secondes une flamme géante s'éleva du fourrage imbuvé d'essence. Sous la mitraille des tas de cadavres s'accumèrent devant les deux issues vers lesquelles se ruaien les prisonniers, tandis que la chaleur et la fumée faisaient perdre connaissance aux autres. Vers 22 heures le massacre était consommé. Des hommes armés surveillèrent la grange et ses environs pour s'assurer qu'aucun survivant ne tentait de s'échapper à la faveur de l'obscurité. Des tirs sporadiques se firent encore entendre jusqu'à 2 ou 3 heures du matin et des cadavres furent retrouvés aux alentours. Il y eut malgré tout quelques rescapés qui témoignèrent. La matinée du 14 fut employée à effacer les traces du massacre et enterrer les corps. Mais le travail ne put être achevé avant l'arrivée des Américains, qui découvrirent le théâtre de cette horreur encore fumante vingt-quatre heures après.

Buchenwald

Début avril, le réseau de **Buchenwald** comprenait 60 camps d'hommes et 26 camps de femmes, soit à peu près 80 000 détenus, dont 48 000 pour le seul camp principal (pour une capacité théorique de 21 000).

Les conditions d'évacuation de ce camp illustreront elles aussi l'incohérence des ordres et leur compréhension ambiguë aux différents échelons de la hiérarchie. Himmler voulait regrouper à Theresienstadt les Juifs qui se trouvaient encore dans les camps d'Allemagne, pour avoir sous la main le plus grand nombre possible d'otages à marchander dans les diverses négociations qu'il menait encore. C'est d'ailleurs cette consigne d'évacuation et de préservation des Juifs que Pohl transmit à Pister, commandant du camp de Buchenwald, lors de sa tournée de mars 1945. Le 2 avril, Pister fit savoir à ses subordonnés qu'en l'absence de contreordre le camp ne serait pas évacué et se rendrait aux Américains, mais que les Juifs devaient être séparés des autres, et évacués conformément aux instructions de Pohl. Ce transfert de Juifs à Theresienstadt fut désigné par la SS sous le terme « directive de travail ».

Des décisions incohérentes se multiplièrent ensuite, à commencer par celles relatives au sort des camps annexes. Le 2 avril l'évacuation de l'une des principales annexes de Buchenwald, Ohrdruf, située à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Weimar, fut entreprise. L'effectif en mars 1945 y attei-

(Gardelegen)
Au bout de 20 à 30 minutes, un gardien jeta une allumette dans la paille. En quelques secondes une flamme géante s'éleva devant les deux issues vers lesquelles se ruaien les prisonniers, tandis que la chaleur et la fumée faisaient perdre connaissance aux autres.
Vers 22 heures le massacre était consommé

Quand Hitler apprit que le responsable de la situation (à Buchenwald) était Himmler lui-même, il entra dans une fureur incontrôlée et voulut le destituer. Himmler changea alors du tout au tout l'esprit de ses instructions...

gnait 13 700 détenus. Or en même temps qu'il reçut l'ordre d'évacuation, le commandant d'Ohrdruf reçut également de la police de sécurité de Weimar celui d'exécuter les éléments criminels et politiques dangereux, et d'épargner les Juifs. 1 500 détenus furent donc massacrés dans le camp avant l'évacuation et les gardiens se livrèrent à des tueries expéditives pour ne laisser aucun malade à l'arrière¹. 12 000 détenus furent lancés sur les routes le 4 avril, dont 9 000 seulement parvinrent à destination trois jours plus tard. 3 000 avaient donc péri, tués par les gardiens, par des unités des Jeunesses hitlériennes ou par de simples civils, prompts à se débarrasser de ces « dangereux ennemis du Reich ».

À Buchenwald, l'attitude du HSSPF du district, Waldeck-Pyrmont, qui refusa de se déclarer compétent tant qu'il n'en aurait pas reçu l'ordre formel d'Himmler, demeura ambiguë. Le commandant du camp, Pister, prépara l'évacuation des Juifs conformément aux ordres de Pohl, tout en restant dans l'idée que le camp serait livré aux Américains. Or le 5 ou le 6 avril, il reçut un télégramme du chef de la police de sécurité de Weimar lui répercutant un ordre d'Himmler de « réduire le nombre de détenus du camp avant l'arrivée des Américains », c'est-à-dire d'en évacuer une grande partie. Aucun train n'étant disponible, il fallait procéder à cette évacuation à pied et préalablement séparer les valides des invalides.

Pister se trouva en situation de gérer des instructions contradictoires et demanda par télégramme à Oranienburg combien de prisonniers devaient être évacués sur les 48 000 que comptait Buchenwald à ce moment-là. Un télégramme de Glücks lui précisa d'évacuer 20 000 détenus, dont 1 500 vers Dachau et les autres à Flossenbürg. Pister dépassa finalement ces chiffres, envoyant 5 000 détenus à Dachau, et 23 000 vers Flossenbürg, c'est-à-dire 8 000 de plus que ce qui lui était demandé. En quelques jours, trois directives contradictoires avaient donc circulé, imbroglio imputable à la désorganisation du WVHA et aux tergiversations d'Himmler.

Au camp de Buchenwald, l'annonce de l'évacuation des Juifs provoqua la panique dans ce groupe, tant était encore présente dans son esprit l'expérience terrible des évacuations de l'Est. Avec le concours de la direction clandestine, les Juifs firent donc leur possible pour fuir le rassemblement, se disperser dans les baraquements, trouver des caches auprès des détenus politiques. Malgré cela, près de 3 000 d'entre eux furent réunis

le 7 avril par les SS, envoyés à Weimar, puis mis en route vers Flossenbürg. Les autres catégories de détenus à évacuer, en dépit des manœuvres dilatoires de la direction clandestine, furent envoyées à leur tour vers Flossenbürg atteint entre le 16 et le 20 avril. Après quelques jours infernaux dans ce dernier camp, ils repartirent à nouveau plus au sud, pour une marche qui s'acheva, pour certains, à Dachau, pour les autres en cours de progression après la disparition des gardiens ou à l'arrivée des troupes américaines.

En tout, l'évacuation de Buchenwald et de ses annexes fit entre 13 000 et 15 000 victimes, soit un tiers de l'effectif du camp, en seulement trois semaines.

L'affaire de Buchenwald et ses conséquences

Le chaos de l'évacuation de Buchenwald allait avoir des répercussions sur le sort de nombreux détenus dans les différents camps au cours des trois dernières semaines de guerre. Peu avant l'arrivée des Américains, le 11 avril, des rumeurs s'étaient répandues à Weimar selon lesquelles la résistance communiste du camp était parvenue à prendre le contrôle du camp et s'apprêtait à prendre celui de la ville. La menace d'un déferlement de cette « peste rouge », combinée à l'avance des forces soviétiques, était redoutée par la population. De plus, ces détenus faméliques, malades et en haillons, offraient aux citadins une vision terrifiante. Tout contact avec eux devait être évité à tout prix. Les civils employés par les SS à proximité des détenus, étaient persuadés que ces derniers les égorgeraient dès leur libération. Les informations parvenues à Berlin le 11 avril, après la libération du camp et l'arrivée des Américains firent état de prisonniers ayant pénétré dans Weimar en quête de nourriture, de vêtements et de médicaments, et se transformèrent en récits d'atrocités dépourvus de toute réalité. Quand Hitler apprit que le responsable de la situation était Himmler lui-même, il entra dans une fureur incontrôlée, et voulut le destituer de sa fonction. Himmler changea alors du tout au tout l'esprit de ses instructions et, à la mi-avril, envoya l'ordre de « ne laisser aucun prisonnier vivant tomber entre les mains de l'ennemi ». Bien qu'il ait été impossible de retrouver une version originale de cet ordre, des preuves de son existence furent trouvées dans les journaux, les souvenirs des détenus et les dépositions de responsables SS. Toutes les négociations menées en sous-main par Himmler avec la Croix-Rouge ou le Congrès juif mondial furent suspendues.

1. Le spectacle des horreurs et de la désolation du camp d'Ohrdruf abandonné, fut révélé au monde à la faveur de la visite qu'y fit le général Eisenhower avec son état-major.

Neuengamme

Les ordres fluctuants et imprécis d'Himmler empêchèrent les responsables, *HSSPF, Gauleiter ou commandant de camp*, de savoir quelle était la dernière version en vigueur, ni de qui elle provenait réellement.

Le *HSSPF* de Hambourg, Bassewitz-Behr, comprit qu'il avait à poursuivre l'évacuation des camps et qu'en cas d'impossibilité, les détenus devaient être détruits. Il prépara donc un plan d'évacuation vers Brême et plus au nord, sans se préoccuper autre mesure de savoir s'il aurait encore le temps et les moyens de le mener à terme.

Fin mars 1945, le complexe de Neuengamme comptait environ 40 000 détenus, dont 11 000 femmes. Le sureffectif, comme dans les autres camps, avait des effets dévastateurs puisque, entre début janvier et fin mars, plus de 6 200 détenus périrent. Le commandant du camp de Neuengamme, Max Pauly, s'en tenait toujours à la directive de Himmler de 1944, qui prévoyait le transfert aux *HSSPF* de la sécurité dans leur zone, en cas de situation « A ».

En février 1945 la décision de faire procéder à l'évacuation des premières annexes de Neuengamme, menacées de tomber entre les mains de l'ennemi vint de Bassewitz-Behr. Fin mars, il fit évacuer les annexes implantées dans le secteur de Hanovre, vers Bergen-Belsen et vers le camp principal. L'un des convois fut stoppé à Lunebourg par une attaque de l'aviation américaine, qui s'acheva par une véritable tuerie, les gardiens achevant les blessés et les malades. Dans ces circonstances, il apparaît que des personnages de second rang ont décidé sans ordre précis, du sort de quelques centaines de détenus intransportables.

À la mi-avril 1945, compte tenu des événements de Buchenwald et du danger potentiel que représentaient les détenus pour la population de Hambourg, Max Pauly se vit confirmer l'ordre « de ne laisser aucun détenu tomber vivant aux mains des forces alliées ». Par ailleurs, entre les 13 et 15 avril, il fut sommé de faire disparaître les détenus sur lesquels avaient été pratiquées des expériences médicales, dont vingt enfants juifs évacués d'Auschwitz. Le drame se produisit le 20 avril, vingt enfants juifs et leurs infirmiers (des médecins détenus) furent massacrés dans les locaux de l'école de Bullenhuser-Damm¹.

Mais les difficultés d'évacuation du camp principal se multipliant, Bassewitz Behr demanda à Pauly d'envoyer les détenus encore sur place jusqu'à la baie de Lübeck pour les faire embarquer sur des navires affré-

tés mis à disposition par le *Gauleiter* de Hambourg, Otto-Kurt Kaufmann. Le 15 avril, 2 500 malades furent par ailleurs envoyés vers Bergen-Belsen. Les 19 et 20 avril, 1 200 détenus norvégiens et danois furent remis à la Croix-Rouge suédoise. Jusqu'au 29 avril quelques milliers de détenus furent expédiés vers des camps du nord de l'Allemagne. Enfin 10 000 détenus du camp principal furent envoyés au port de Neustadt et embarqués à bord de trois navires, l'*Athen*, le *Cap Arcona* et le *Thielbek*. La destination de ces bateaux n'était pas connue. Le 3 mai 1945 vers 15 heures, alors qu'ils étaient sur le point d'appareiller ou avaient déjà gagné la baie, arborant le pavillon à Croix gammée, l'aviation britannique les prit pour cible ainsi que le *Deutschland*, navire vide, au cours d'un raid sur Neustadt. Les navires prirent feu rapidement ou coulèrent, tandis que plus de 7 000 détenus périrent enfermés dans des cales en flamme ou noyés dans les eaux glacées de la baie de Lübeck. Ceux qui parvinrent à rejoindre les berges tombèrent le plus souvent sous les balles des unités de surveillance et de nettoyage du port. Quelques survivants purent cependant témoigner de ce désastre.

Au camp principal de Neuengamme, Pauly avait pris soin de faire disparaître ou d'effacer toute trace compromettante dès le départ des derniers contingents de prisonniers.

Sachsenhausen

Fin janvier 1945 le complexe de Sachsenhausen comptait un peu plus de 58 000 détenus. En janvier et février près de 20 000 furent envoyés à Bergen-Belsen, Mittelbau-Dora, Mauthausen, Ohrdruf et d'autres camps. Quelques jours avant l'évacuation finale du camp, quelque 2 300 Norvégiens et Danois furent pris en charge par la Croix-Rouge suédoise et conduits à Neuengamme pour être transportés en Suède.

L'ordre d'évacuation tomba le 18 avril 1945. Il semble qu'il soit venu directement de Glücks, peu après qu'Himmler, changeant de stratégie, ait lancé l'instruction de « ne laisser aucun détenu tomber vivant aux mains des forces ennemis ». L'évacuation de Sachsenhausen commença dans la nuit du 20 au 21 avril. Les détenus furent mis en route en direction du nord-ouest par groupe de 500. D'après Kaindl, commandant du camp, l'objectif était d'atteindre Wittstock, puis de poursuivre par train jusqu'à la côte pour faire disparaître les détenus en mer.

Le 22 avril les premières unités soviétiques firent irruption dans le camp. Elles y trouvèrent

Enfin 10000 détenus du camp principal furent envoyés au port de Neustadt et embarqués à bord de trois navires, l'*Athen*, le *Cap Arcona* et le *Thielbek*.
(...)

Le 3 mai 1945 vers 15 heures, l'aviation britannique les prit pour cible (...) au cours d'un raid sur Neustadt. (...)
Plus de 7000 détenus périrent enfermés dans des cales en flamme ou noyés dans les eaux glacées de la baie de Lübeck

1. Sur cet épisode on se reporterà au numéro 38 de la revue *Mémoire Vivante* (juin 2003) consacré au camp de Neuengamme à la p 7.

L'évacuation (de Ravensbrück) prit une grande partie des détenues au dépourvu, d'autant plus que le front se rapprochait à grands pas. Cette évacuation tardive donna lieu en outre à de nombreuses spéculations quant à la destination réelle des détenues, qui resta obscure.

rent environ 3 000 malades dont 1 400 femmes, qui n'avaient pas pu être évacués. Les autres furent libérés en cours de marches.

Ravensbrück

L'évacuation de Ravensbrück débuta, selon le schéma classique, par le regroupement des camps annexes au camp principal en mars 1945. Simultanément 7 500 détenues d'origine scandinave furent remises à la Croix-Rouge suédoise, en application de l'accord Himmler-Bernadotte et également 1 000 femmes juives, par suite de l'accord Himmler Norbert Masur¹.

L'ordre d'évacuation générale intervint fin mars. Selon le commandant du camp, Suhren, il fut transmis par Glücks et Heißmeyer (HSSPF pour la région de Berlin et le Brandenburg). À la veille de l'opération, le réseau concentrationnaire de Ravensbrück comptait environ 31 000 détenus, dont 17 000 pour les annexes et 3 100 hommes internés au camp des hommes. Le transfert de détenues à la Croix-Rouge avait un moment entretenue l'illusion que le camp ne serait pas évacué jusqu'à l'arrivée des Alliés.

L'évacuation prit donc une grande partie des détenues au dépourvu, d'autant plus que le front se rapprochait à grands pas. Cette évacuation tardive donna lieu en outre à de nombreuses spéculations quant à la destination réelle des détenues, qui resta obscure. Les colonnes de marche furent néanmoins mises en route le 27 avril en direction de Schwerin, tandis que 2 000 à 3 000 malades étaient délaissées au camp.

La plupart des colonnes furent libérées dans leur progression ou lors de haltes que les gardiens mirent à profit pour disparaître à l'approche des Américains ou des Soviétiques. Pour certains responsables ces transferts paraissaient ne servir plus à rien tant il était devenu évident qu'il n'existant plus de camp à rejoindre. Chaque jour qui passait rétrécissait la marge de manœuvre et les gardiens souhaitaient se débarrasser au plus vite de leurs prisonniers et se fondre dans la population. Ils n'ont pour autant jamais hésité à abattre les détenus défaillants.

Dachau

Fin avril 1945, la Bavière et l'Autriche constituaient les derniers espaces du Reich où il était encore possible de déplacer des groupes de détenus. Les deux grands camps de concentration de Dachau et Mauthausen et leurs annexes y étaient encore opérationnels. L'on a vu que instructions parallèles et contradic-

toires circulaient. La première remontant aux mois précédents, préconisait de négocier la libération des détenus ou leur transfert sans dommage aux forces ennemis. La seconde envisageait la possibilité d'une toute dernière extermination qui permettrait de se débarrasser de tous les détenus d'un seul coup. Ce dernier projet était dans les esprits, dont celui d'Ernst Kaltenbrunner, qui se trouvait être, en cette deuxième quinzaine d'avril, la plus haute autorité en Allemagne du Sud. En fait Kaltenbrunner s'est impliqué des deux côtés. Selon le chef de l'administration du *Gau* de Haute-Bavière, c'est lui qui aurait donné l'ordre de préparer l'extermination des détenus de Dachau et des camps satellites de la région de Mühldorf et de Landsberg, qui comptait de nombreux Juifs. Selon d'autres témoignages, le projet d'extermination reviendrait plutôt au *Gauleiter* Giesler lui-même², en sa qualité de « commissaire pour la défense du Reich ». Plusieurs procédés furent envisagés : empoisonnement, bombardement des camps, fusillades massives...

Face aux objections ou aux réticences des responsables des camps, Giesler aurait finalement demandé à Glücks des instructions sur la conduite à tenir avant l'arrivée des forces américaines, précisant que ces instructions devaient émaner d'Himmler lui-même. Parallèlement à ces débats sur le sort final des détenus de Dachau, Kaltenbrunner s'était engagé dans des pourparlers avec Carl Burckhardt, président de la Croix-Rouge, en vue de la remise à la Croix-Rouge, d'environ 6 000 détenus, dont des Français. Victor Maurer, délégué de la Croix-Rouge, se présenta à Dachau le 27 avril et y discuta avec Weiß des conditions d'une reddition du camp aux forces américaines.

Pendant ce temps, des files de détenus évacués de Dachau et des camps satellites, encombraient les voies de communication bavaroises, dont certains grands convois, dirigés vers le sud et de nombreux groupes, issus des camps les plus éloignés qui rejoignaient le camp central.

L'annexe d'Allach comptait près de 8 900 détenus le 25 avril, parmi lesquels des évacués de Buchenwald et des satellites de Natzweiler-Struthof, arrivés une dizaine de jours plus tôt.

Les 23 avril la direction clandestine du camp d'Allach eut connaissance d'un ordre d'évacuation vers le Tyrol. Elle organisa aussitôt une résistance passive qui retarda ou empêcha les rassemblements destinés à sélectionner les aptes au départ, en intervertissant les

1. D. Blatman, *op. cit.* p 182, renvois 62, 63, 64.

2. Le commandant de Dachau, Martin Gottfried Weiß, affirma lors de son procès avoir eu connaissance d'un ordre de ce type émanant de Giesler.

Situé en bout de chaîne et dernier des camps encore en activité dans le réseau concentrationnaire, Mauthausen ne fut plus en mesure d'absorber les détenus qui y convergeaient. Ziereis, le commandant du camp, refusa à plusieurs reprises d'accueillir des convois supplémentaires, reprochant aux gardiens et chefs de groupe de lui amener « cette racaille inutile au lieu de s'en débarrasser en route »

effectifs des baraqués. Des communistes français, allemands et russes furent à l'origine de ces manœuvres, les gardiens eux-mêmes n'étant pas enthousiastes à l'idée de se lancer dans des évacuations. Finalement, quelque 900 Soviétiques et Allemands furent mis en route jusqu'au 28 avril, date à laquelle les derniers gardiens disparurent.

Le réseau de Kaufering¹, comptaient plus de 16 000 détenus, dont 7 500 Juifs arrivés des camps de la Baltique, et rejoints par d'autres détachements en provenance d'Auschwitz. Leurs conditions de vie étaient inimaginables et il régnait un climat de violence extrême. Lorsque débuta l'évacuation du complexe de Kaufering, le 23 avril, quelque 3 000 malades et les inaptes au travail furent regroupés au camp de Kaufering 4. Ceux qui pouvaient encore marcher furent évacués, les derniers dans deux véhicules, dont l'un fut d'ailleurs bombardé par l'aviation alliée. Mais 300 autres qui n'avaient pu trouver de place furent arrosés d'essence et brûlés vifs.

Le réseau de Mühlendorf² quant à lui, comptait 17 600 détenus. Comme ailleurs, l'arrivée de nombreux Juifs des camps de l'Est avait provoqué une détérioration des conditions de vie qui fit exploser la mortalité à mesure qu'approchait la fin de la guerre. Les tas de cadavres déversés quotidiennement dans les fosses augmentaient sans cesse. Pendant leurs ultimes semaines d'existence, les camps du réseau Kaufering, et du réseau de Mühlendorf, connurent une mortalité approchant les 50 %.

L'évacuation des annexes de Mühlendorf se fit de manière précipitée et confuse. De nombreux détenus parvinrent à s'évader, soit à la faveur du processus préalable de regroupement d'un camp à l'autre, soit en cours de marche, soit en profitant d'un bombardement américain sur le convoi qui les envoyait à Dachau.

Simultanément des milliers de détenus continuaient à affluer vers Dachau en provenance d'Hersbruck, annexe de Flossenbürg, ou de Groß-Rosen. Certains détenus marchèrent deux semaines pratiquement sans ravitaillement. L'arrivée de ces milliers de détenus malades ou à bout de force ne fit qu'ajouter au chaos interne du camp dans les derniers jours.

En marge des négociations menées par les délégués de la Croix-Rouge pour une remise du camp en bon ordre, se tramait l'extermination massive des détenus (par empoisonnement ou bombardement). La direction clandestine faisait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher les évacuations tandis

qu'une partie des gardiens prenait la fuite. Dans ce climat d'anarchie l'arrivée du « train de la mort » en provenance de Buchenwald, le 28 avril, passa complètement inaperçue. Il fut découvert en pleine voie par un détachement américain.

Mauthausen

L'effectif du réseau de Mauthausen (y compris les camps de Gusen) s'élevait à près de 73 000 détenus fin décembre 1944, dont 14 000 au camp principal. Après l'arrivée des transports en provenance de l'Est, l'ensemble de Gusen dépassa l'effectif du camp principal. Dans la seconde moitié de 1944, des milliers de prisonniers, parmi lesquels 4 000 Polonais, avaient été envoyés à Gusen après la répression du soulèvement de Varsovie à l'automne 1944. Fin mars 1945, les trois camps du complexe de Gusen comptaient plus de 27 000 détenus. Celui d'Ebensee, autre annexe de Mauthausen, connut une prolifération analogue en avril, avec plus de 18 500 détenus, et se transforma rapidement en mouoir. L'effectif global du complexe Mauthausen atteignait ainsi 85 500 détenus (dont 27 000 dans le camp principal) à la fin de la première semaine de mars 1945.

Situé en bout de chaîne et dernier des camps encore en activité dans le réseau concentrationnaire, Mauthausen ne fut plus en mesure d'absorber les détenus qui y convergeaient. Ziereis, le commandant du camp, refusa à plusieurs reprises d'accueillir des convois supplémentaires, reprochant aux gardiens et chefs de groupe de lui amener « cette racaille inutile au lieu de s'en débarrasser en route ». La dégradation des conditions de fonctionnement du camp accentua la violence des gardiens envers les détenus les plus vulnérables et renforça l'idée de massacres collectifs. Mais le sort des détenus dépendit surtout de l'humeur du moment.

L'ordre de se débarrasser des détenus censés poser un problème pour la sécurité restait d'actualité et des massacres se poursuivaient dans cette catégorie.

Puis entre fin mars et début avril 1945, des rumeurs circulèrent, selon lesquelles un massacre général était envisagé. Les appréhensions étaient particulièrement grandes à Gusen, où les galeries percées dans la montagne se prêtaient particulièrement bien à l'exécution d'un plan de ce type. Les craintes s'accrurent lorsque, le 30 avril 1945, des détenus allemands furent libérés. Les projets d'extermination finale se réduisirent à un *brainstorming* sanglant dans lequel furent

1. Sur Kaufering voir *Mémoire Vivante* n° 63, p 5 et 6.

2. Sur Mühlendorf, voir *Mémoire Vivante* n° 63, p 6 et 7. Ce complexe, situé à l'est de Munich et de Dachau, était le symétrique de celui de Kaufering par rapport à Munich.

Les meurtriers des marches de la mort, quelques milliers de bourreaux, se distinguaient des « experts » de l'industrie de mort et se différenciaient des groupes de tueurs des Einsatzgruppen

| ... |

Les assassins des détenus des marches de la mort, n'avaient nul besoin d'être adeptes d'une idéologie raciale. Leur crime releva le plus souvent d'un simple calcul d'intérêt...

impliqués divers responsables du Sud de l'Allemagne et d'Autriche, dont Kaltenbrunner, mais le massacre final n'eut jamais lieu.

Le commandant du camp, Ziereis, mortellement blessé dans une tentative de fuite et soigné dans un hôpital militaire américain jusqu'à sa mort, dicta une sorte de confession à Hans Maršálek, l'un des responsables de la résistance clandestine, par laquelle il affirmait avoir reçu de Kaltenbrunner « l'ordre d'abattre tous les détenus en les rassemblant dans les galeries de Gusen », et « avoir refusé d'exécuter cet ordre ».

Dans les ultimes semaines, les responsables de la Croix-Rouge entrèrent directement en rapport avec la hiérarchie des camps pour discuter des conditions d'une reddition et obtenir la prise en charge par la Croix-Rouge de certaines catégories de détenus.

Conclusion

Les meurtriers des marches de la mort, quelques milliers de bourreaux, se distinguaient des « experts » de l'industrie de mort et se différenciaient des groupes de tueurs des *Einsatzgruppen*. Les meurtres des marches de la mort ont procédé d'une autre logique. Ils ont eu lieu dans un contexte militaire différent, en 1945, alors que l'issue de la guerre était d'ores et déjà acquise. Les crimes étaient commis sur le sol allemand et autrichien, entre les quartiers d'habitation et les champs de la population civile rurale, en sa présence, et bien souvent avec son aide. La violence des meurtriers des marches de la mort n'est pas comparable à celles des unités combattantes dans les zones militaires. Elle fut le fait d'un cercle social qui regroupait des restes de troupes que la défaite avait démantelées, des formations paramilitaires et des bandes inorganisées réunies pour la circonstance, dont la férocité reflétait la décomposition de toute une société.

Les assassins des détenus des marches de la mort, n'avaient nul besoin d'être adeptes d'une idéologie raciale. Leur crime releva le

plus souvent d'un simple calcul d'intérêt qui prenait en compte les opportunités et les risques liés à l'évacuation, la crainte d'être fait prisonnier ou la volonté de mettre sa famille à l'abri du danger et d'un déferlement de violence.

Mais sans une déshumanisation préalable de l'ennemi et de l'étranger, les meurtriers n'auraient pas engagé un tel processus. Pour qu'une communauté occasionnelle se transformât en meurtriers, il fallait une dynamique sociale particulière. Dans cette dynamique, l'image collective ou la représentation collective du groupe des victimes s'est avérée décisive : la victime fut immanquablement désignée comme « étrangère » et cette altérité nourrit la perception d'une menace, d'un danger qui conduisit à son élimination. La distinction définitive et catégorique entre un « nous » opposé aux « autres » constituait le mobile essentiel du massacre. Si le groupe le plus représenté fut celui des Juifs, il y eut d'autres groupes dans l'Allemagne nazie qui furent étiquetés comme « autres », sur des bases politique, ethnique, sociale ou raciale. C'est cet « autre » qui était traqué tout au long des marches de la mort.

La population allemande associait les détenus à une population à risque, dangereuse, violente, sans foi ni loi. Quand la « vermine » de l'Est afflua dans les camps, ces derniers furent considérés comme des bombes à retardement posées à proximité de « paisibles » civils. Et la multiplication des camps satellites au cœur de la société allemande, ne fit qu'accroître ce sentiment du danger encouru. Les victimes représentaient finalement aux yeux de leurs bourreaux une entité collective abstraite, dangereuse, dénuée d'identité et d'humanité. ●

**Synthèse réalisée sous la direction de
YVES LESCURE
à partir du livre de Daniel Blatman**

Colloque d'Oranienburg (2008)

sur les « nouvelles études sur les meurtres de masse nazis par gaz毒ique »

Compte rendu et synthèse (par Rita Thalmann)

Nous publions ci-après une synthèse faite par Madame Rita Thalmann, professeur émérite des universités, membre du conseil scientifique de la Fondation, à partir des actes du colloque organisé du 15 au 18 mai 2008 à Oranienburg et publiés en allemand sous le titre *Neue Studien zu Nationalsozialistischen Massentötungen durch Giftgas, Historische Bedeutung, technische Entwicklung, revisionnistsche Leugnung*, (Berlin, Metropol, 2011 p. XXXI-446), sous la direction de Günter Morsch et Bertrand Perz (éditeurs) avec le concours d'Astrid Ley.

Dans le prolongement d'une première conférence internationale publiée en 1985 à l'instigation de Serge Choumoff et Jean Gavard, rescapés français de la déportation, préoccupés par la propagation des thèses négationnistes, cette seconde conférence réunie vingt-cinq ans plus tard, a bénéficié des travaux réalisés depuis cette époque. Alors que les contributions initiales se fondaient essentiellement sur les procès et les publications juridiques, la trentaine d'intervenants de ce second volume a pu améliorer l'information sur l'évolution des procédés de gazage, le rôle des institutions criminelles du régime, de l'industrie, notamment chimique, des médecins, techniciens et ingénieurs à l'origine des installations de mise à mort et de leur mise en œuvre. Sans combler toutes les lacunes dues en particulier à l'insuffisance de certaines sources, comme pour l'Action Reinhardt (un million deux cent soixante-quatorze mille victimes) dans les centres d'extermination de la région de Lublin (Belzec, Sobibor, Treblinka), ces nouvelles contributions éclairent le cas particulier de Kulmhof (Chelmno) où furent gazés cent cinquante-deux mille quatre cent soixante-dix-sept juifs et plusieurs milliers de tziganes du Burgenland autrichien transférés du ghetto de Lodz

Ces nouvelles contributions éclairent le cas particulier de Kulmhof (Chelmno) où furent gazés cent cinquante-deux mille quatre cent soixante-dix-sept juifs et plusieurs milliers de tziganes du Burgenland autrichien transférés du ghetto de Lodz

« indésirables ». Avec néanmoins la radicalisation de la guerre à l'Est, les autorités du Reich sont obligées de compenser les besoins croissants de main d'œuvre en puisant parmi les travailleurs étrangers et les détenus- y compris juifs-, ces derniers étant exécutés après leur exploitation.

Cette publication est précédée d'une introduction des historiens Peter Morsch, actuel directeur du Mémorial de Sachsenhausen et de la Fondation des Mémoriaux de Brandenburg, et de Bertrand Perz (Université de Vienne) coordinateurs du colloque, et conclue par une réflexion de Richard Evans, historien britannique (Cambridge) sur la

singularité du génocide des juifs, et d'une investigation de l'historien israélien Moshe Zimmermann sur la perception des crimes par gaz auprès de survivants. Paradoxalement, le mot gaz n'existant pas en hébreu, les textes mémoriels qui s'y réfèrent évoquent des châtiments anciens de strangulation et d'autodafé. Dans les débats israéliens, le gaz reste lié à l'industrie allemande, à propos notamment des livraisons d'armes chimiques à l'Irak pour l'éradication des Kurdes. Thème évoqué en particulier en 1991, lors de la visite du ministre allemand des affaires étrangères en Israël.

La seconde partie de l'ouvrage aborde les institutions nazies, les industries, le rôle des médecins, des ingénieurs et techniciens dans la recherche d'efficacité et de mise en œuvre des gazages. Y compris pour la transformation de camions à cet effet. L'ensemble de l'ouvrage suit l'évolution chronologique en cinq chapitres. À commencer par la mise à mort des malades mentaux – vies décrétées sans valeur- (*Opération T4*), finalement interrompue sur le territoire du Reich le 24 août 1941 sur l'ordre d'Hitler, sous la pression de l'opinion publique alertée par

les rumeurs autour des centres d'euthanasie, et des protestations de certains prélats catholiques et protestants. L'opération avait déjà coûté la vie à soixante-dix mille deux cent soixante-treize malades. Instruit par l'expérience, les autorités décidèrent de transférer l'action et une partie des équipes masculines hors des frontières du Reich dans les territoires conquis à l'Est.

La troisième partie aborde le génocide par camions à gaz et camps d'extermination. Y figurent notamment l'*Aktion 14Fl3*, dissociée à juste titre de l'*Aktion T4* puisqu'il s'agit du meurtre par gaz毒ique de détenus des camps de Buchenwald, Sachsenhausen, Mauthausen, Neuengamme (1942), Stutthof, Natzweiler, et finalement encore en 1945 du camp de femmes de Ravensbrück. Ces opérations marquant après l'*Aktion T4* le passage à l'éradication des détenus « indésirables » et des Juifs, considérés, contrairement à d'autres groupes, décrétés inférieurs, comme un péril mortel à éliminer d'urgence dans la perspective de la guerre de conquête à l'Est et d'un nouvel ordre germanique dont Himmler devient l'ordonnateur.

À noter qu'outre les camps d'extermination de l'*Aktion Reinhardt*, celui de Kulmhof et les camps mixtes comme Maidanek et Auschwitz-Birkenau, les gaz toxiques n'étaient pas la seule méthode de mise à mort. Sur environ un million de détenus dans les camps, hormis ceux du génocide juif, la majorité pérît de faim, d'absence de vêtements, de conditions d'hygiène déplorables, causes d'épidémies, de mauvais traitements et des conditions inhumaines de travail forcé. Même sur les 5,5 à 6 millions de victimes juives, un million sont morts de maladies, de sous-alimentation, de mauvais traitements dans les ghettos et les camps. 1,3 million furent tués par balle, le reste par gazage.

De plus, compte tenu des pertes sévères subies sur le front de l'Est, les autorités allemandes se virent obligées de compenser la pénurie de main d'œuvre en puisant massivement, à partir de 1942, parmi les ouvriers étrangers et les concentrationnaires. Y compris les Juifs exécutés après leur exploitation.

Malgré la confusion entre l'*Aktion T4* et les opérations *14Fl3*, sans doute à cause des commissions médicales de l'*Aktion T4* exerçant les mêmes fonctions de sélection pour l'*Aktion 14Fl3*, il existe d'importantes différences entre T4 et 14Fl3 : cette dernière marqua le passage de la mise à mort des malades mentaux à celle de détenus déclarés « indésirables » ou « inaptes au travail » dans des camps rapidement surpeuplés. Impossible, faute de statistiques précises, de déterminer le nombre exact de victimes de l'Action 14Fl3, atteignant vraisemblablement treize mille détenus sélectionnés à partir du printemps 1941, pour un total estimé à vingt mille. Sans compter la deuxième opération de ce type concernant le programme de liquidation de prisonniers de

I4Fl3 marqua le passage de la mise à mort des malades mentaux à celle de détenus déclarés « indésirables » ou « inaptes au travail » dans des camps rapidement surpeuplés

guerre soviétiques, consécutif à un accord entre le Haut Commandement militaire et le RSHA après l'invasion de l'URSS en juin 1941.

Dans la plupart des camps, les exécutions par balle ou les pendaisons devaient se dérouler en présence du médecin du camp et d'un commando de six SS. Ces exécutions intervenaient généralement hors du camp. Y compris au camp des femmes de Ravensbrück où une chambre à gaz fut installée en février 1945. Auparavant 88 victimes condamnées à l'exécution par balle étaient des jeunes détenues polonaises abattues par les SS avec des armes à petit calibre.

Après l'arrivée massive de détenues en 1944, on estime à 42 % le nombre de détenues « utilisables » sur un total de cinquante-deux mille. Période critique qui se traduisit par une augmentation de la mortalité. Les baraquas édifiées pour les accueillir furent annexées à l'infirmierie durant l'automne 1944 aggravant leur isolement. Entre janvier et mars 1945 on dénombre quatre mille décès. La dernière baraque, séparée du reste du camp des femmes par des rouleaux de fil de fer barbelé en janvier 1945, servit aux sélections. N'en furent exclues que les femmes travaillant à l'infirmierie, à l'administration du camp et celles des entreprises de textile ainsi qu'à la filiale de Siemens. En janvier 1945 les sélectionnées furent transférées au « camp de protection des jeunes » d'Uckermark, à 1,5 kilomètre du camp principal avec des vêtements insuffisants et une nourriture encore réduite. Initialement constituée dans une baraque en bois proche du crématoire, la chambre à gaz définitive fonctionna du 8 février au 30 mars 1945 et tua entre 2 300 à 2 400 personnes, à raison de 150 par séance. Les onze hommes du commando des crématoires furent assassinés le 25 avril comme témoins indésirables. La SS s'efforça vainement de cacher ces crimes en déclarant avoir transféré les détenus au camp de Mittwerda qui semble n'avoir jamais existé.

Un troisième plan central de mise à mort résulta d'un accord entre le *Reichsführer SS* et le nouveau ministre de la Justice, le 18 septembre 1942. Selon cet accord, les « éléments asociaux », c'est-à-dire tous les Juifs et Tziganes ainsi que les Russes, les Polonais et les Ukrainiens condamnés à trois ans et plus, à quoi s'ajoutent des détenus pour raisons de sécurité et des prisonniers condamnés à plus de huit ans de détention devaient être éliminés. En renonçant à des dispositions détaillées, le *Reichsführer SS* s'en remettait aux commandants de camps pour « la liquidation par le travail ». Cette opération de livraison par la Justice à la SS commença fin 1942. À Mauthausen-Gusen plus de 3 800 des 7 500 prisonniers livrés par la Justice périrent victimes de brutalités ou d'exécutions par balle. Plus de la moitié des 12 000 condamnés livrés de la sorte périrent dans les camps de concentration jusqu'en avril 1943. Après une pause, le nombre de victimes s'accrut de nouveau durant l'hiver 1944-1945 par suite de l'aggravation des conditions de vie. Sur les quelques 20 000 personnes livrées de la sorte à la SS, on estime que les deux tiers périrent.

De nombreux meurtres de masse et massacres intervinrent durant la dernière période de dissolution des camps. Ainsi la SS abattit les détenus juifs des *Kommandos*

du camp de Sachsenhausen entre le 2 et le 4 février 1945. Selon le rapport du chef du transport, il y eut 4342 victimes incapables de se joindre à la marche qui fit également des centaines de victimes. Par suite du blocage des trains provenant des *Kommandos* du camp de Mittelbau-Dora et d'un transport de malades du camp de Neuengamme, la SS, assisté du Service du Travail et d'auxiliaires transféra tous les détenus dans une grange en dehors de la ville de Gardelegen avant d'y mettre le feu. 1016 victimes périrent ou furent abattues en essayant de fuir entre le 9 et 11 avril. Découverts moins de 24 heures après par les troupes américaines, les photographies du meurtre furent publiées au début de mai 1945 dans le magazine *Life*. Cependant les soldats américains purent délivrer sans effusion de sang 3000 détenues du camp de Neuengamme. Souvent ordonnées par les instances centrales durant la dernière période du régime, les mises à mort révèlent la diversité des modes opératoires, élargis dans la perspective de la défaite, aux adversaires politiques allemands dont une partie des conjurés du 20 juillet 1944. Dans certains cas comme à Hambourg, 71 détenus de la *Gestapo*, décrétés « indésirables » (*Nicht tragbar*) furent transférés au camp de Neuengamme. Des victimes du groupe de résistance communiste, dont 13 femmes furent pendues le 21 avril dans un bunker. Les 58 hommes exécutés deux jours plus tard en ce même lieu se révoltèrent et abattirent un garde. Sur quoi la SS massacra le groupe. Les mises à mort se déroulèrent dans le même bâtiment utilisé en septembre et novembre 1942 par la SS pour le gazage de membres de l'Armée rouge.

Si il est vrai que de nombreuses questions subsistent sur les meurtres de masse dans les camps de concentration, force est de constater que même après l'introduction des meurtres par gazage, nombre aussi de grandes actions étaient effectuées à l'aide d'exécutions par balle ou d'autres méthodes de mise à mort. La méthode choisie dépendait de la taille du groupe de victimes, du temps, des locaux et du personnel disponible.

À l'exception d'Auschwitz, en partie de Maidanek et des trois camps de l'Action Reinhardt, ainsi que de Kulmhof où le gaz毒ue servit au génocide des juifs, ce dernier n'était pas le moyen dominant de mise à mort dans les camps de concentration. Certains camps comme Buchenwald et Flossenbürg ne recouraient pratiquement pas à ce procédé. Afin d'endiguer la conséquence des épidémies, certains camps dont Auschwitz, Flossenbürg, Groß-Rosen, Mauthausen, firent pratiquer aussi des injections au Phénol estimées pour le seul camp d'Auschwitz à vingt mille détenus. À Gusen, sur indication du chef de camp, on pratiquait également des bains entraînant la mort sur des détenus déjà affaiblis, par groupes de trente à cinquante personnes. Concernant les prisonniers soviétiques un ordre du Führer pour leur liquidation fut transmis au commandant du camp de Sachsenhausen. Y était prévue la liquidation des membres du parti communiste, de l'intelligentsia soviétique, de tous les juifs ainsi que les commissaires politiques de l'Armée rouge. À cet effet fut imaginé le système de tuerie par balle dans la nuque (*Aktionkugel*). À la mi-septembre tous les commandants des camps de concentration

furent conviés à Sachsenhausen pour se familiariser avec cette nouvelle méthode de mise à mort jugée plus efficace et moins lourde de temps et de personnel que les gazages dans des camps qui ne disposaient pas de grands locaux à cet effet. À Sachsenhausen 448 membres de l'Armée rouge furent exécutés de la sorte dès le 31 août 1941. Jusqu'au milieu de 1942 plus de douze mille subirent le même sort. Selon les estimations, au moins 7000 furent exécutés à Buchenwald, environ 4000 à Dachau. Plus de 4000 également à Groß-Rosen, la plupart par injection toxique. Environ 2500 furent exécutés par balle dans une fosse près des cuisines du camp d'Auschwitz. À Flossenbürg on dénombre près de 2000 tués. À Mauthausen plus de 5 000 jusqu'au début de 1943. Mais l'écrasante majorité des prisonniers (90 %) périt de malnutrition et de brutalités. Faute de statistiques précises, il est impossible de définir la nature des mises à mort des 38 000 prisonniers de guerre soviétique, dont le total atteindrait vraisemblablement 45 000. Même des camps comme Sachsenhausen et Mauthausen, disposant de chambres à gaz, préféraient le mode d'exécution par balle dans la nuque. Enfin les marches de la mort lors des évacuations de camps, à la fin de la guerre, firent un grand nombre de victimes.

Durant cette phase finale du régime, de nouvelles techniques de grenades et de d'ampoules à gaz furent expérimentées dans une « chambre d'essai » à Sachsenhausen avec le soutien de l'Institut de technique criminelle installé à l'intérieur du camp, dans l'emplacement réservé aux troupes. Autre innovation : l'installation d'une chambre à gaz au camp de Natzweiler (en Alsace annexée de fait) qui fut destinée initialement aux essais de phosphagène et à l'évaluation des doses d'unotropine, antidote à ce gaz. Les essais furent menés sous la direction du Docteur Bickenbach en coopération avec l'Institut « Héritage des ancêtres » (Ahnenerbe), sur des détenus du camp. Contrairement aux suppositions antérieures, la chambre à gaz fut aménagée en 1943 avec des appareils de remplissage du Zyklon B pour permettre l'assassinat de 87 détenus destinés à la collection de squelettes du Docteur SS August Hirt de l'Institut d'anatomie de l'Université du Reich de Strasbourg. À Mauthausen la chambre à gaz servit jusqu'à la fin 1944 pour des exécutions ordonnées par les autorités du régime et la direction du camp, désireuses de se débarrasser des « bouches inutiles » alors que le centre d'euthanasie de Hartheim était fermé « pour transformation ».

(...) même après l'introduction des meurtres par gazage, nombre aussi de grandes actions étaient effectuées à l'aide d'exécutions par balle
(...) La méthode choisie dépendait de la taille du groupe de victimes, du temps, des locaux et du personnel disponible

Les débuts du négationnisme (1944-1967)

Largement documenté pour la France et les États-Unis où ce courant se manifeste dès 1948 avec *Nuremberg ou la*

Terre promise de Maurice Bardèche, beau-frère de l'écrivain Brasillach, condamné à mort et exécuté pour collaboration avec l'occupant, contempteur de la justice des vainqueurs, il entend réhabiliter les collaborateurs de Vichy, du fascisme et du nazisme. L'antisionisme lui sert de masque à un antisémitisme viscéral, propagé à partir de 1952 dans *Défense de l'Occident*, organe central du néofascisme européen. À l'autre extrémité de la scène politique, l'ancien résistant Paul Rassinier, déporté au camp de Dora, pacifiste et anarchiste, élu député depuis 1946 jusqu'à son exclusion en 1951 de la SFIO, considère dans *Le mensonge d'Ulysse* que le nazisme n'est qu'une variante du capitalisme honni et que la bourgeoisie propage l'antifascisme pour endormir les classes opprimées et les détourner de la révolte. Rassinier et ses disciples de l'ultra-gauche dont Pierre Guillaume et Serge Thion groupés autour de la librairie de La Vieille Taupe mettent le national-socialisme en parallèle avec l'effroi quotidien de la répression capitaliste. Par sa critique radicale d'une instrumentalisation possible de l'antifascisme, Rassinier relativise le nombre de victimes et les chambres à gaz dont il ne nie pas initialement l'existence, mais affine le doute de tout génocide comme la Shoah. Son existence, tenue secrète par les bourreaux doit être mise en doute puisque les morts ne peuvent pas témoigner de la manière dont ils sont morts et que les témoins vivants ne sont pas dignes de foi parce qu'ils ne sont pas objectifs. Comme leurs homologues de droite, les négationnistes d'extrême gauche soulignent toujours les inexacuitudes et les erreurs factuelles des rapports des survivants. Selon eux, la Shoah serait irrationnelle et n'aurait pas pu advenir parce que le nazisme, variante du capitalisme bourgeois n'aurait pas tué les juifs mais les aurait déportés pour les exploiter à bon compte dans sa propre production. Dès le milieu des années cinquante, Rassinier défend les thèses négationnistes et la théorie du complot juif propagée entre autres depuis les années trente par l'activiste d'extrême droite Henry Coston sur la base des *Protocoles des Sages de Sion*. En même temps, il se rapproche des milieux néonazis par l'intermédiaire de son éditeur, l'ancien officier SS Karl-Heinz Priester qui, comme Bardèche avant lui, représentait les trois courants d'extrême gauche, d'extrême droite et de l'antisionisme arabe du négationnisme. Une correspondance entre Rassinier,

Priester et Johann Von Leers, ancien adjudant de Goebbels, passé à la propagande pour l'étranger au service de Nasser, traduite en arabe, révèle l'antisémitisme viscéral de Von Leers. Réfugié en Argentine jusqu'à la chute de Perón en 1955, il y publie pour la communauté allemande, *Der Weg*, l'une

Dans les années 1950 à 1970, le négationnisme se trouve renforcé par le contexte de la guerre froide, les conflits du Moyen-Orient (Israël 1956-1967-1973) et l'émergence du mouvement national palestinien

des premières publications négationnistes d'Argentine, ultérieurement utilisée par la propagande arabe.

Dans les années 1950 à 1970, le négationnisme se trouve renforcé par le contexte de la guerre froide, les conflits du Moyen-Orient (Israël 1956-1967-1973) et l'émergence du mouvement national palestinien. Evénements qui entraînent la relativisation des crimes nazis mis en parallèle avec ceux des communistes. Dans ce contexte, les services secrets occidentaux réactivent d'anciens nazis et collaborateurs du régime, cependant que l'URSS soutient le monde arabe. Surtout depuis la crise de Suez (1956) où Israël est comme l'Occident assimilée à l'impérialisme et au colonialisme accentuant les protestations contre la légitimité d'Israël et mobilisant la propagande soviétique qui, sans être formellement négationniste, tente à occulter la dimension juive du génocide.

Néanmoins l'Europe des années 1970 prend conscience de la véritable signification de l'occupation nazie et des racines idéologiques du fascisme et du national-socialisme comme de la dimension effective de la collaboration longtemps minorée par l'exaltation de la résistance. De plus, après des années de silence, des témoins de la Shoah s'adressent publiquement à l'opinion tandis que les représentants des associations juives revendentiquent la mémoire du génocide, des lois contre l'antisémitisme et des réparations pour les dommages subis. À quoi les négationnistes rétorquaient que les communautés juives ne peuvent se manifester avec force et prétendre d'autre part qu'on les a exterminées. Argument qui oublie ou feint d'oublier que la croissance démographique des juifs en Europe après 1945 provient de l'immigration juive d'Afrique du nord et que la communauté juive de Grande-Bretagne, la seconde d'Europe après celle de la Russie est restée préservée du génocide.

Après la mort de Rassinier en 1967, le négationnisme français se développe jusqu'en 1978 autour de François Duprat et de la revue *Défense de l'Occident*. Engagé dans différents groupes fascistes comme Occident, Ordre Nouveau, il rejoint en 1972 le Front National de Jean-Marie Le Pen tout en publiant *Les Cahiers Européens* et en traduisant en 1976 *Le Mensonge d'Auschwitz* de Thies Christophersen et le pamphlet *Did six millions really die?* (1978) du négationniste Richard Verall, alias Harwood, déjà largement diffusé dans les milieux germaniques.

De leur côté, les négationnistes anglo-saxons ne restent pas inactifs. Outre les publications déjà mentionnées, la découverte d'Internet au début des années 1980 leur ouvre un nouveau secteur de propagation. Dans une conférence de 1982, l'Américain Arthur Butz explique que la tactique des défenseurs de la Shoah consiste à avancer des informations invérifiables. Ceux qui font commerce du mensonge d'Auschwitz font allusion à des camps comme Belzec, Sobibor, Treblinka dont il ne reste plus de points de repères. « Il serait facile d'en finir avec la légende » déclare l'auteur de *The Hoax of the twentieth century. The Case of the presume Extermination of European Jewry*. (Toronto 1992). Sans apporter d'éléments nouveaux, le discours négationniste invoque désormais l'infaisabilité technique du génocide. Des pseudo-scientifiques comme Fred Leuchter et Gerrnar Rudolf renvoyés en 2005 en Allemagne, leur pays d'origine.

Inculpés et condamnés pour incitation à la haine, ils invoquent, contrairement à leurs homologues français, des titres universitaires d'ingénieurs. Apparus plus tardivement en raison de l'interdiction par les autorités d'occupation des écrits et discours négationnistes, ces écrits des pays occidentaux alimentent les mouvements d'extrême droite en Allemagne et particulièrement en Autriche qui refuse d'assumer son passé nazi. Paradoxalement leurs discours mêlent la lutte contre l'influence étrangère, l'américanisme, la négrification de la race aryenne germanique. Crée en 1979 par l'instituteur Martin Pape, le FAP comporte un front de femmes (DFF) et un Comité de préparation des festivités en l'honneur du centième anniversaire d'Hitler. Par l'intermédiaire des skinheads, le mouvement entretient des relations avec des proches en RDA. Il coopère aussi avec le mouvement national-socialiste danois. Interdit en 1998 par le tribunal fédéral, le FAP est remplacé par le mouvement néonazi de Michael Kuhnen (décédé en 1991) rejoint par d'anciens membres du FAP. Bien que ces mouvements ne se focalisent pas exclusivement sur la négation des chambres à gaz ils soutiennent les thèses du négationniste britannique David Irving présent en Autriche dans le contexte de l'extrémisme du FPO néonazi de Jörg Haider et des remous autour du passé du président de la république Kurt Waldheim. Ce n'est qu'en 1992 qu'une loi sur la négation du génocide met fin à la mansuétude des tribunaux autrichiens entraînant en 2005 l'arrestation et la condamnation à 5 ans de David Irving suivi de son expulsion vers la Grande-Bretagne.

Si, à leurs débuts les négationnistes autrichiens se réfèrent entre autres à des auteurs allemands comme Wilhelm Stäglich ou Udo Walendy, éditeur de la série « *Vérité historique* » qui publie dès 1975 la version allemande de Richard Verall alias Harwood, le périodique d'extrême droite *Aula* se contente au début des années 1980 de faire campagne contre la loi de RFA qui menace « les chercheurs de vérité d'Auschwitz ». Un peu plus tard la revue *Sieg* (Victoire) de Walter Ochsenberger fait état de nombreux contacts internationaux liant les trois courants du négationnisme déjà évoqués. Au contenu : la contestation du nombre de victimes du génocide, l'absurdité d'un ordre supérieur, le doute sur le génocide et d'un ordre d'Hitler à ce sujet. À partir de 1983, la revue affirme que le génocide est une invention de la propagande ennemie. À côté d'Ochsenberger, le journaliste Gerd Honsik forme un groupe d'un antisémitisme raciste agressif. L'arrestation, en 1993, d'Ochsenberger suscite un mouvement de sympathisants qui envoient des protestations au Comité d'Helsinki à Vienne. Issu du mouvement libertaire étudiant et ultérieurement du NPD, Honsik se concentre sur la distribution de publications négationnistes à la sortie des écoles. Sa campagne vise en particulier la négation de gazages au camp de Mauthausen dont le mémorial est devenu depuis le début

des années 1980 un centre d'enseignement d'histoire et de culture mémorielle sous l'égide du ministère fédéral de l'enseignement. Secondé par Emil Lachoud, un enseignant de protestantisme à Vienne, Honsik propage un document fabriqué par son associé selon lequel les Alliés auraient constaté qu'un certain nombre de camps dont Mauthausen n'auraient jamais connu de meurtres par gaz toxique. Témoin au Canada en faveur du négationniste Emst Zündel, Honsik obtient à cette occasion une expertise du négationniste Fred Leuchter sur le camp de Mauthausen et le château de Hartheim, centre nazi d'euthanasie depuis l'Action T4. En 1988, Honsik, auteur de *Acquittement pour Hitler?*, présentant 37 témoins non entendus contre l'existence des chambres à gaz, est inculpé à son tour d'abord par un tribunal bavarois puis, en 1997, en application de la nouvelle loi sur la négation des crimes contre l'humanité. Le tribunal accède néanmoins à la requête de son défenseur pour la nomination d'un expert historien. Décision fêtée comme une victoire dans la mesure où elle mettait fin au « tabou des chambres à gaz ». Ce qui n'empêcha pas Honsik de fuir une condamnation en se réfugiant auprès de la CEDADE (Cercle espagnol des amis de l'Europe). Extradé en 2007 il fut condamné en 2009 pour réactivation du national-socialisme à Vienne. Nouvelle tactique : c'est en qualité d'expert auprès des tribunaux que l'ancien président de la chambre des ingénieurs, Walter Luftl, met en cause dans un texte « *Foi et faits* » (1988) la faisabilité du génocide. En l'occurrence, des négationnistes arguant de diplômes scientifiques prennent le relais des idéologues. Reconnu comme « travail scientifique sérieux » par le tribunal, ces semblables s'empressèrent d'écrire qu'à partir de ce satisfecit, on pouvait affirmer que les gazages de masse par Zyklon B ou par moteur diesel n'avaient pas été possibles. L'article valut néanmoins à son auteur une condamnation pour reprise d'activité national-socialiste. Mais l'Affaire Luftl fut saluée par le réseau négationniste international. Entre le milieu des années 1990 et 2002 un réseau internet « Ostara » maintint les liens par delà les frontières en présentant des pamphlets conspirationnistes, de la propagande antisémite et la négation de la Shoah. Instruit de ce contenu, le serveur qui se croyait neutre préféra arrêter la diffusion. Mais Luftl n'en continua pas moins de diffuser les Cahiers trimestriels pour la liberté de la recherche historique (*Vierteljahrsshefte für freie Geschichtsforschung*) et à soutenir en 2005 un conseiller fédéral, membre du FPO poursuivi pour négation de la Shoah. Des poursuites furent également engagées contre des responsables autrichiens qui avaient abrité des textes négationnistes. Notamment l'ancien directeur de la police d'arrondissement de Vienne Wolfgang Fröhlich devenu un négationniste actif dans l'espace allemand, condamné à plusieurs reprises à ce titre.

Si le négationnisme autrichien tend à régresser, il garde néanmoins des relations internationales renforcées avec la

Entre le milieu des années 1990 et 2002 un réseau internet « Ostara » maintint les liens par delà les frontières en présentant des pamphlets conspirationnistes, de la propagande antisémite et la négation de la Shoah

Russie, les pays arabes et l'Iran où ses délégués participent aux conférences internationales. Peu sensibles à leur discours, la nouvelle génération d'extrême droite utilise le terme « Holocause » pour d'autres événements. Notamment le sort des Palestiniens, tout en combattant la législation contre la négation des crimes contre l'humanité. L'effondrement du communisme en Europe orientale change l'orientation du courant négationniste. La dimension nouvelle consiste à réhabiliter les régimes condamnés et à mettre en parallèle communism et nazisme. Changeant aussi à la tête de l'Eglise. Alors que Jean-Paul II avait canonisé le père Maximilien Kolbe et Edith Stein, assassinés à Auschwitz, Benoît XVI, désireux de réintégrer les fondamentalistes de la Fraternité Saint-Pie X de Monseigneur Lefebvre, réintègre des évêques, dont Monseigneur Richard Williamson qui déclare publiquement ne pas croire à l'existence des chambres à gaz. Déclarations reprises par le Français Vincent Raynouard et les milieux catholiques qui voient dans le sort des juifs la concrétisation du châtiment divin sans aller cependant jusqu'à nier la réalité de la Shoah. Vedette incontestée dont les procès semblent accroître la notoriété, David Irving, accusé de falsification par l'historienne américaine Deborah Lipstadt, est déconsidéré par la perte d'un procès en 2000, ruiné par les frais de procédure. Il se rapproche des milieux néonazis dans les pays où il n'est pas encore interdit de séjour et apparaît aussi dans les sites internet dépourvus de filtre. Notamment en Europe orientale et dans le Tiers-Monde. Aux États-Unis, les négationnistes s'appuient en particulier sur la Fédération des Américains de souche allemande. Principale innovation : la création en 1978 de l'*Institute of Historical Review*. Dès l'année suivante le néonazi Francis Parker Yockey organise un congrès international annuel où Noam Chomsky traite en 1985, de la crise au Moyen-Orient et de la menace d'une guerre atomique. L'institut publie la revue pseudo-scientifique *Journal of Historical Review*. En dépit de son importance pour le réseau international, l'Institut d'histoire négationniste de Californie se trouve en concurrence avec le Comité de Bradley Smith pour des débats ouverts sur l'Holocauste dont les congrès annuels sont fréquentés par d'anciens cadres du Ku Klux Klan et des représentants de l'État de Louisiane. David Duke, organisateur de ces congrès, figure clé du négationnisme américain, séjourne souvent en Europe orientale qu'il considère comme l'avenir du mouvement.

Le négationnisme arabo-musulman.

Longtemps ignoré ou sous-évalué, la propagande au Moyen-Orient, étendue au sous-continent indien et à l'Asie du sud-est, joue un rôle non négligeable. Y compris chez les chrétiens antijuifs. Parmi ces derniers, le négationniste François Duprat entretient des liens réguliers avec Antoun Saadé, grec-orthodoxe créateur du Parti national-socialiste syrien (PSNS). Les textes négationnistes occidentaux dont *Les mythes fondateurs de la politique israélienne* du philosophe Roger Garaudy, ancien responsable communiste, converti à l'Islam, mort à Paris en juin 2012, paraissent en traduction arabe à Rabat et Amman puis dans d'autres capitales. Bien que l'antijudaïsme constitue une compo-

sante centrale du mouvement islamiste, ceux-ci se contentent d'invoquer l'antijudaïsme du Coran et les thèmes conspirationnistes selon *Les Protocoles des Sages de Sion*. Un lien avec le négationnisme nationaliste et des milieux ultranationalistes laïcs existent aussi en Turquie et dans les communautés turques en Europe. Aspect spécifique de ce négationnisme : le déni du génocide arménien répandu par les médias turcs. En Allemagne, le journal *Vakit* est interdit en février 2005. En France, Zehnel Cekici, responsable du site internet turc, est condamné par le tribunal correctionnel à 4 mois avec sursis pour incitation à la diffamation et contestation de l'existence des crimes contre l'humanité.

En Iran, la négation du génocide constitue un élément essentiel de l'idéologie d'Etat. Mahmoud Ahmadinejad se déclare convaincu des thèses négationnistes au point d'avoir invité leurs auteurs aux conférences internationales à Téhéran en 2006. Aujourd'hui par suite des interactions du racisme, de l'antisémitisme et du négationnisme, le courant négationniste se manifeste essentiellement sur la toile. Ce qui rend son évaluation difficile en mettant sur le même pied capitalisme, fascisme et nazisme nourris d'un antisionisme radical qui dénie aux juifs le droit d'avoir un Etat tout en retournant le génocide des juifs en faveur des Palestiniens contre Israël. Le négationnisme arabo-musulman s'était d'ailleurs découvert un appui de poids depuis la résolution des Nations Unies de 1975 identifiant le sionisme au racisme. Résolution annulée depuis 1991.

Comme l'avaient montré le peu d'écho du manifeste des historiens après les déclarations de Faurisson et celui du premier colloque sur la réalité des gazages nazis, l'existence aujourd'hui de nouvelles sources d'information et le recours aux nouveaux médias permettent de concevoir désormais une pédagogie adaptée aux publics concernés par une information scientifique claire et précise. Parmi les sources désormais accessibles : les lieux de mémoire, la collection des historiens allemands Barbara Diestel et Wolfgang Benz sur les « lieux de terreur », l'accès aux écoutes britanniques des communications du Reich, les documents des archives spéciales de Moscou, de même que les documents de la direction des constructions d'Auschwitz. Sans oublier le calendrier de service de Himmler et les rapports des Kommandantur comme des sociétés allemandes fournisseurs de matériel de mise à mort. Cette masse d'informations a permis en particulier de nourrir les contributions de ce deuxième colloque concernant la nature des camps du III^e Reich en fonction de leurs objectifs et des méthodes utilisées pour les réaliser. Le souci de clarification et de rigueur scientifique s'est accompagné

En Iran, la négation du génocide constitue un élément essentiel de l'idéologie d'Etat.

Mahmoud Ahmadinejad se déclare convaincu des thèses négationnistes au point d'avoir invité leurs auteurs aux conférences internationales à Téhéran en 2006

d'un effort de rédaction pour reprendre les textes accessibles aux non-spécialistes. La tâche est loin d'être achevée. Malgré les progrès réalisés, les lacunes utilisées par les négationnistes mais aussi par des historiens révisionnistes qui, sans nier les crimes nazis, sèment le doute sur leur nature. Il est vrai que l'imprécision de certains documents concernant notamment le sort de 2 à 3 millions de prisonniers soviétiques et le chiffrage des gazages de ces derniers

incite, comme le suggèrent les organisateurs du colloque, à une relecture attentive des documents antérieurs trop rapidement classés. ●

RITA THALMANN, Paris 2012
Professeur émérite des Universités

Liste des intervenants publiés dans les actes :

Bailer, Brigitte: Pr Dr, Archives résistance autrichienne (DÖW).

Beer, Mathias: Dr, historien, Institut histoire et science sociale souabe (Tübingen).

Bieler, Volker: Juge au tribunal d'instance de Landau.

Böhm, Boris: Dr, historien, directeur mémorial Pirna-Sonnenstein.

Camus, Jean-Yves: Dr en science politique et histoire (IRIS) (Paris), et Pr IUEJ (Paris).

Distel, Barbara: Dr, directrice Gedenkstätte Dachau (1975 à 2008).

Evans J., Richard: Historien, université de Cambridge, pr de rhétorique au Gresham College de Londres.

Freund, Florian: Dr Pr, historien indépendant.

Funke, Hajo: Dr, politologue institut Otto-Suhr Université libre de Berlin et collège germano-américano-juif Touro de Berlin.

Garbe, Detlef: Dr, historien, directeur Gedenkstätte Neuengamme.

Heberer, Patricia: Dr, historienne centre études avancées sur l'Holocauste (United States Holocaust Memorial Museum- Washington).

Heyl, Matthias: Dr, historien, service pédagogique du Gedenkstätte Ravensbrück.

Hoffmann, Ute: Dr, historienne, directrice mémorial Bernburg.

Kepplinger, Brigitte: Dr, sociologue et historienne, université Johannes Kepler (Linz).

Klein, Peter: Dr, historien, fondation hambourgeoise pour la promotion du savoir et de la culture.

Kranz, Tomasz: Germaniste, directeur du musée d'état de Majdanek à Lublin.

Ley, Astrid: Dr, historienne, collaboratrice scientifique Gedenkstätte Sachsenhausen et directrice du mémorial Brandenburg/Havel.

Lilienthal, Georg: Dr, historien directeur du mémorial Hadamar, chargé de cours institut pour l'histoire, la théorie et l'éthique, université de Mayence.

Möller, Reimer: Dr, directeur des archives et du département Recherches du Genkstätte Neuengamme.

Morsch, Günter: Dr, historien, directeur fondation des mémoriaux du Brandebourg et directeur Gedenkstätte Sachsenhausen, Pr honoraire université libre de Berlin.

Orski, Marek Josef: Dr, historien et politologue, Pr institut sciences politiques Université de Gdansk et directeur scientifique Gedenkstätte Stutthof.

Perz, Bertrand: Pr, Dr, historien, institut d'histoire contemporaine Université de Vienne.

Pohl, Dieter: Dr, Pr histoire contemporaine Université Alpen-Adria (Klagenfurt).

Schmaltz, Florian: Dr, historien, Université Goethe (Frankfurt am Main).

Schrömm, Kurt: Procureur de la République.

Schwanninger, Florian: directeur-adjoint site d'Hartheim.

Skelton-Robinson, Thomas: Doctorant en histoire Université de Cambridge.

Stöckle, Thomas: directeur du mémorial de Grafeneck.

Staede, Therkel: Pr d'histoire Université Süddänemark d'Odense.

Strelbel, Bernhard: Docteur, historien chargé de cours à Hanovre. Thèse sur Ravensbrück.

Theune, Claudia: Pr, Dr, institut pour la protohistoire et la préhistoire Université de Vienne.

Trunk, Achim: Dr, historien et diplômé de biologie et biochimie.

Pelt, Robert Jan van: Dr, historien de l'architecture et de la culture, Pr Université de Waterloo (Ontario).

Zimmermann, Moshe: Dr, histoire contemporaine, directeur du Centre Richard Koebner Minerva Université hébraïque de Jérusalem.

Figures disparues

Denise Vernay

Membre du Conseil d'Administration de la Fondation pour la mémoire de la Déportation depuis le 13 mai 1992, entrée au bureau en 1993, et élue Secrétaire, Denise Vernay est décédée le 5 mars 2013 à Paris.

Née le 28 juin 1924, elle passa son enfance à Nice où son père était architecte. Bachelière en 1943, elle voulait entrer dans la résistance et devint agent de liaison du Mouvement Franc-Tireur par l'intermédiaire d'une amie, cheftaine des Éclaireuses de France. Elle fut arrêtée en taxi le 18 juin 1944 à Bourgoing par un barrage routier de la Gestapo, en possession de deux postes radio-émetteurs, d'armes et d'une somme d'argent importante destinée à la Résistance. Torturée par la Gestapo de la place Belcourt, emprisonnée à Montluc, elle fut envoyée au fort de Romainville le 3 juillet 1944 et déportée le 14 juillet vers le camp de la Gestapo de la Neue-Bremm avant d'arriver à Ravensbrück le 26 juillet 1944. Elle y fut affectée au Block des NN. En mars 1945 elle fut transférée



©FMD

Denise Vernay à l'Élysée le 11 novembre 2012

avec les autres NN à Mauthausen, d'où elle fut libérée par la Croix-Rouge le 23 avril 1945.

Elle présida à l'élaboration du premier média de communication sur la déportation, réalisé par la Fondation en 1999, et dans le même temps s'investit avec les anciennes déportées du camp de femmes, dans la réalisation d'un ouvrage collectif: *Les Françaises à Ravensbrück*, dont elle assurait le secrétariat de rédaction. Au sein de l'Association des Déportées et Internées de la Résistance (ADIR), elle occupait la fonction de secrétaire générale et s'occupait de la revue *Voix et Visages*. Elle n'aimait pas ou n'arrivait pas à parler de sa déportation, et évoquait plus facilement de sa résistance.

Denise Vernay était une femme d'une grande générosité, dévouée à ses camarades, d'une fidélité absolue en amitié, attentive aux difficultés et aux problèmes de chacun, n'hésitant jamais à décrocher son téléphone pour prendre des nouvelles. La Fondation lui doit beaucoup.

À son mari Alain, à ses enfants et petits enfants, nous exprimons nos condoléances émues et notre profonde tristesse.

Gisèle Guillemot

Gisèle Guillemot est décédée le 31 janvier 2013. Petite femme coquette et pleine d'énergie, au franc-parler, hantée par son vécu concentrationnaire, qui en parlait peu mais savait le faire avec bonheur quand c'était nécessaire. À 18 ans, dès la fin 1940, elle s'engagea dans la résistance avec cinq jeunes communistes de la cité Mondeville-Colombelles-Giberville, dont quatre furent arrêtés et fusillés. Rattachée alors à un groupe de la région de Caen qui menait des actions contre l'occupant, membre d'un triangle directionnel, Gisèle est arrêtée à son tour avec 23 de ses compagnons par la Gestapo

et la Brigade spéciale de Rouen. Jugée à Paris par un tribunal spécial de Lübeck, elle est condamnée à mort avec son ami Edmond Robert, institutrice à Airan. Mais contrairement aux hommes qui furent fusillés au Mont-Valérien le 14 août 1943, les deux femmes furent classées NN (Nuit et Brouillard) et déportées successivement à la prison de Lübeck, à celle de Cottbus et enfin à l'automne 1944 à Ravensbrück. Comme Denise Vernay, Gisèle Guillemot fut transférée avec le groupe des NN au camp de Mauthausen, en mars 1945 et de là, libérée le 23 avril par la Croix-Rouge internationale. Elle publia le récit de sa déportation aux éditions l'Harmattan sous le titre (*entre parenthèses*) de *Colombelles (Calvados) à Mauthausen (Autriche) 1943-1945*, dans un style incisif, émou-



Gisèle Guillemot au milieu d'un groupe d'élèves, le 7 mai 2011 lors des cérémonies commémoratives à Ebensee

vant, parfois drôle, toujours très lucide, comme le furent ses interventions et prises de paroles. Elle a été membre de la commission *Mémoire Vivante* de la Fondation pen-

dant de nombreuses années. Nous exprimons notre tristesse, nos condoléances et toute notre sympathie à ses deux filles.

Roger Tardivel

Roger Tardivel était président de l'ADIF des Bouches du Rhône. Il fut avec quelques-uns de ses camarades à l'origine du don, en 2007, du local de l'ADIF de Marseille à la Fondation pour la mémoire de la Déportation, pour qu'elle y entretienne la mémoire et y installe le siège de la Délégation des Bouches du Rhône de l'AFMD (présidé par Renée Lopez, professeur d'histoire retraitée).

Personnalité marquante de son département, Roger Tardivel était un infatigable animateur-acteur de la mémoire de la Résistance et de la Déportation. Né le 6 décembre 1921 à Loudéac (Côtes d'Armor), révolté par la défaite et l'occupation, il veut gagner l'Angleterre dès l'été 1940. Mais l'occasion ne se présentant pas, il entre dans un réseau de résistance du Nord de la France « Résistance » (qui deviendra « Armée volontaire ») et



©Collection privée

« Au nom du peuple allemand vous êtes condamné à mort, à la dégradation nationale à vie pour activité de franc-tireur « en unité de faits » avec détérioration de moyens de défense. L'exécution sera retardée jusqu'à la décision d'un recours en grâce »
(3 octobre 1940, tribunal allemand de la Feldkommandatur 758)

participe à plusieurs opérations de camouflage d'armes ou de sabotage. Dénoncé par un camarade, il est arrêté, torturé, condamné à mort, mais finalement gracié par un tribunal militaire, sa peine étant commuée en dix ans de travaux forcés. Il est déporté en juin 1941 à la forteresse de Ludwigsburg et astreint aux travaux forcés. Il y reste jusqu'au 29 décembre 1944, pour être transféré à Dachau avec un groupe de condamnés à mort. Il y découvre la vie concentrationnaire. En février 1945 il est envoyé à la forteresse de Zwickau (Haute Saxe) d'où il parvient à s'évader le 10 avril 1945 pour rejoindre les forces américaines.

Roger Tardivel était Officier de la Légion d'honneur, Commandeur de l'Ordre National du Mérite, titulaire de la Médaille Militaire, de la croix de guerre 1939/45, de la Croix des TOE avec palmes, de la médaille des Évadés. Il nous a quittés le 22 janvier 2013.

La nouvelle revue

En jeu, histoire et mémoires vivantes

Dans le numéro 72 (mars 2012) de *Mémoire Vivante*, nous annoncions à nos lecteurs le changement de format et de nature du périodique de la Fondation. Les choses se sont précisées depuis : la publication se fera selon un rythme semestriel (juin-décembre) ; une plateforme éditoriale a été adoptée ; chaque numéro comportera une thématique principale, une partie varia et un volet vie associative ouvert aux communications que les fédérations, associations et amicales souhaiteront inclure. Un comité de rédaction pluridisciplinaire s'est constitué dont la liste provisoire figure ci-après (cette liste reste ouverte à toutes celles et tous ceux que la démarche intéresse).

Les thématiques des deux premiers numéros (juin 2013 et décembre 2013) sont arrêtées : le premier numéro abordera la question de *la narration historique dans les musées de la Résistance et de la Déportation* et la partie *varia* rendra compte d'un colloque récent qui s'est déroulé à Berlin autour du philosophe juif allemand Constantin Brunner.

La revue changera de format, s'étoffera (environ 200 à 250 pages) et changera de nom, pour devenir la revue :

En jeu, histoire et mémoires vivantes

Le premier numéro sera diffusé en promotion selon les modalités actuelles de la revue *Mémoire Vivante* et aux mêmes destinataires. Les personnes ayant déjà renouvelé leur abonnement pour 2013 recevront les deux numéros de l'année 2013, sans hausse de tarif. Pour les autres, le prix de l'abonnement passera à 35,00 € par an et le numéro 2 ne sera servi qu'aux personnes qui se seront réabonnées à ce nouveau tarif. Le service gratuit sera strictement limité à quelques institutions partenaires, et les abonnements seront gérés individuellement par courriers personnalisés à la date de leur échéance.

Comité de rédaction :

Directeur de la rédaction : Marie José CHOMBART DE LAUWE.

Rédacteurs en chef :

Frédéric ROUSSEAU (Professeur université de Montpellier III).

Yves LESCURE (directeur général de la FMD).

Rédacteurs en chefs adjoints :

Jacques ARON (architecte urbaniste en retraite, chercheur essayiste indépendant, dans les domaines de la condition juive diasporique, de l'antisémitisme, du sionisme, et de la condition des Juifs allemands sous Weimar et le III^e Reich).

Charles HEIMBERG (Historien, professeur de didactique de l'histoire Université de Genève).

Yannis THANASSEKOS (sociologue, collaborateur scientifique Université de Bruxelles, ancien directeur Fondation Auschwitz de Bruxelles).

Membres actuels :

Jean Michel ANDRE, médecin hospitalo-universitaire, président de la commission médicosociale de la Fondation.

Corinne BENESTROFF, psychologue hospitalière, doctorante en littérature.

Arnaud BOULLIGNY, doctorant en histoire université de Caen, responsable du groupe de recherche mixte Université de Caen-FMD à Caen.

Roger BORDAGE, résistant déporté à Sachsenhausen, président du comité international de Sachsenhausen.

Vanina BRIERE, doctorante en histoire université de Caen, chargée de recherche à la FMD.

Latefa FAÏZ, doctorante en histoire, université Paris 1.

Sébastien LEDOUX, doctorant en histoire Université de Paris I (Histoire du devoir de mémoire).

Cyrille LE QUELLEC, documentaliste de la FMD, chargé de l'Etude sur l'Internement en France sous le régime de Vichy.

Jacques MOALIC, résistant déporté à Buchenwald.

Michel PIERRE, médecin psychiatre hospitalier, expert et surexpert auprès du ministère des anciens combattants, membre de la commission médicosociale de la FMD.

François RASTIER, directeur de recherche au CNRS en linguistique.

Lionel RICHARD, professeur honoraire Université d'Amiens en littérature comparée.

Tristan STORME, chargé de recherche au FNRS de Belgique.

D'autres participations sont annoncées.